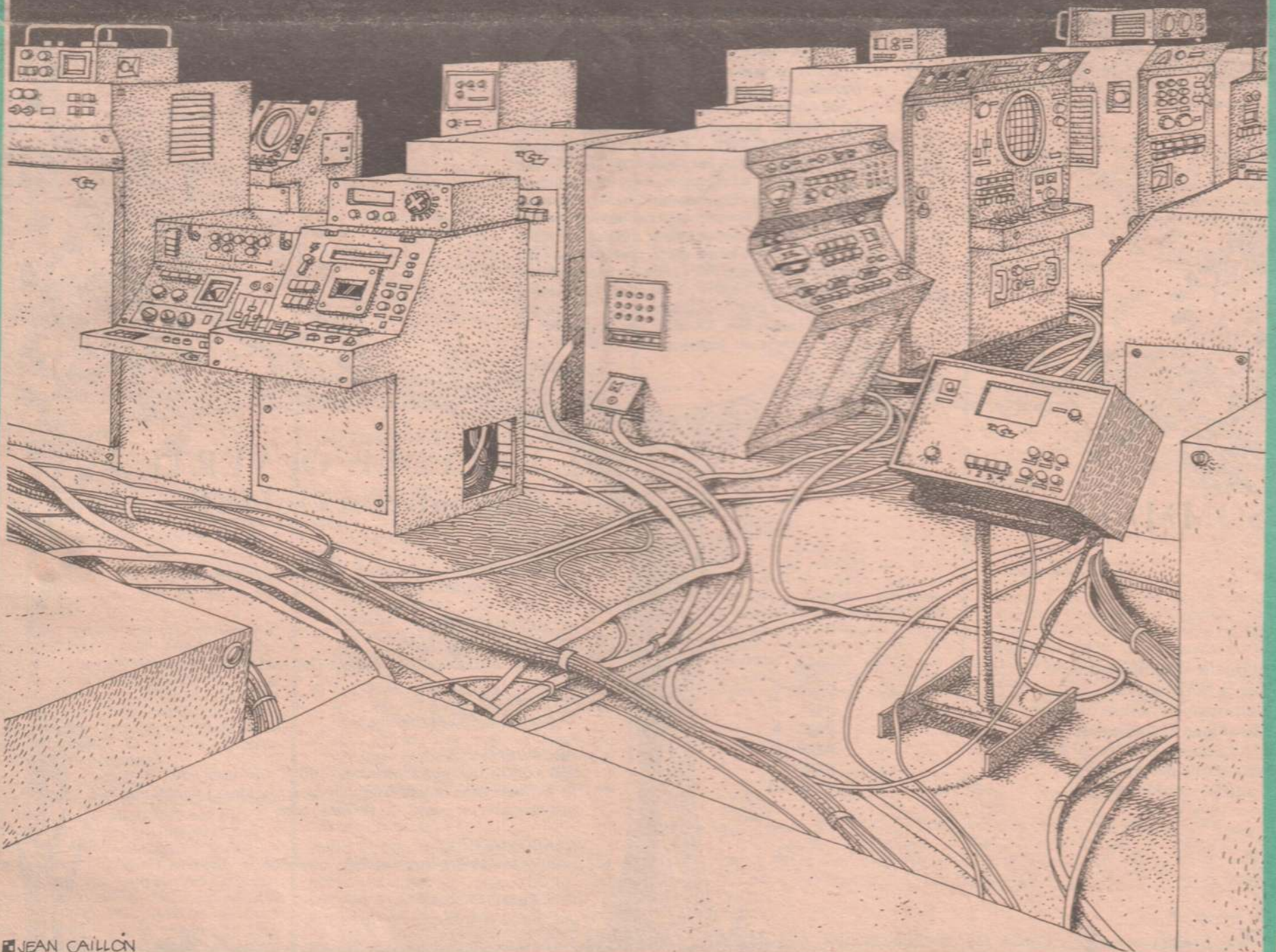


# la Gueule ouverte

## Combat Non-violent

*Hebdomadaire d'Ecologie Politique et de Désobéissance Civile*

**c'est l'été !  
la nature est en fête**





# le quotidien de l'hebdo

cakeot, boulot, dodo

.....  
passer d'un collectif  
de célibataires  
à une  
communauté harmonieuse  
?

**A** l'heure où j'écris ces lignes, Anne Vergne n'est pas encore arrivée à La Clayette : on sait pourtant qu'elle a quitté son domicile hier matin avec ses bagages. Fugue ? Mauvais stop ? Bistrot trop nombreux sur le parcours ? La suite au prochain épisode de notre feuilleton... Arthur navigue quelque part entre la Bourgogne où il a un logis et Montélimar où sont ses enfants. Nous aussi on t'aime, ne nous oublie pas, papa, accroche ta ceinture et tape-nous dix mille signes pour lundi matin au plus tard... Jean-Louis Soulié, somnambule (on ignore quand il dort, peut-être quelques minutes ça et là entre cinq réunions, trois conférences de presse, deux comités de rédaction et une demi-douzaine de voyages par semaine) étend en ce moment ses grandes jambes dans le couloir de la micheline 10 h 48 Paris, 16 h La Clayette et fait trébucher, je le parierais, des vieilles dames auprès de qui il s'excuse d'un sourire de derrière les moustaches... Martine Joly ? Ah, ça, Martine Joly !... Si elle est descendue de bateau, sans doute un mal de terre la fait-il chalouper sur les rives de la Seine, on ne sait pas, on a peu de ses nouvelles... Danielle Fournier n'est plus pour nous qu'une voix au téléphone, douce, fraîche, affectueuse... mais si lointaine... Petit-Roulet, Nicoulaud ont fait des apparitions aussi brèves que discrètes, promettant de revenir : je les soupçonne de ne pas raffoler de la céréale complète ? Eh bien, je vous le dis, les copains, hier on a mangé de l'omelette aux patates et avant-hier, je vous le donne en mille ? Du bifteack-frites ! Alors, hein !...

Vous voyez bien que, dans ce contexte, moi qui viens de passer ici dix jours d'affilée (je repars lundi régler les derniers problèmes parisiens du déménagement-fusion) je fais figure d'ancienne. Cette situation m'autorise à prendre la plume pour livrer mes impressions toutes subjectives dans cette rubrique «quotidien de l'hebdo» que nous souhaitons

régulière si elle vous intéresse et dans laquelle nous tenterons, les uns et les autres, de faire passer un peu de notre vécu.

**M**on vécu à moi ? C'est d'abord la confirmation d'amitié, de possibilité de travailler ensemble assez agréablement (ce qui n'exclut ni les difficultés ni prises de bec rapides et passagères) avec les collaborateurs de Combat Non-Violent que je connaissais déjà : Asselin, le poète-grimpeur, tendre, affectueux, s'exprimant autant dans des gestes ou un regard que par la parole ou l'écriture... Yves-Bruno Civel, soupe au lait comme il n'est pas possible mais toujours disponible, pour le boulot comme pour l'amitié, pétillant de gaieté et d'énergie... Georges Didier, que je prenais pour un garçon un peu rigide, froidement positif et que je découvre passionné de bio-énergie, vulnérable, marrant... Des gens à aimer.

Les autres, je les saisis encore peu, on s'apprendra : Aline et son mystère souriant, majestueusement porté... Jean-Paul, ses lunettes sous cheveux bouclés, sa chatte Juliette, sa chambre confortable (la seule avec un vrai lit...) et son jardinage... Véronique hachant sa difficulté de vivre en grandes enjambées qui font voler ses cheveux blonds... Jean-Marc, sa conscience au travail, sa bonté teintée d'humour... Babeth, ses cigarettes, son calme et sa voix ravissante lâchant, impromptu, des mélodies entrecoupées... Daniel et sa paupière lourde sur un regard de scientifique amusé... Gérard, sa barbe, son énergie lente et sa recette de frites «comme maman»... Ça fait du monde, tout ça. Restent ceux que je connais encore moins bien : les trois permanents des Circauds, Baloo, Sylvie et Jean-Luc. Mon fils, Mano, vit en ce moment aux Circauds. Peut-être aura-t-il un jour envie d'en écrire ?

**M**on vécu, en ces séjours jusqu'à présent trop courts pour permettre une véritable intégration, c'est encore le local de La Clayette où je travaille, et la maison de Saint-Laurent (à environ cinq kilomètres) où je dors.

A La Clayette, quelqu'un va au marché, le lundi, vers midi, midi et demi. Là, un gentil marchand de légumes nous remplit des cageots de ce qu'il aura du mal à vendre le lendemain, remplit, remplit, ne pèse rien et nous demande cent balles. Normalement, nous avons fruits et légumes pour la semaine si nous nous débrouillons pour utiliser ça intelligemment et ne rien laisser gâter. C'est un peu difficile parce que chacun fait la cuisine spontanément (il n'y a pas de «tour» ni de «liste», pourtant, deux repas par jour sont toujours prêts à l'heure) selon son inspiration. Ce n'est pas forcément rationnel : la muse du moment peut souffler une su-

blime paëlla, alors qu'il faudrait braiser vite fait le cakeot de laitues qui n'attendent pas au lendemain. On va essayer de s'organiser un tout petit peu en se réunissant à deux ou trois après le marché pour établir quelques menus de base, selon les disponibilités légumières, suffisamment souples pour laisser la place à la bienheureuse spontanéité des artistes culinaires.

On ne fait pas que bouffer, à La Clayette : on fabrique le journal, aussi, tout de même ! On en reparlera. On parlera surtout de la big réunion non stop du mardi, pfouh ! durant laquelle tous les problèmes sont abordés (et quelquefois résolus...) depuis le contenu du prochain numéro jusqu'à l'achat d'une compospère en passant par la propriété de la baignoire et les états d'âme de l'un ou de l'autre. Épuisant !

Personnellement, question boulot, pour le quart d'heure je suis surtout sur la maquette, travaillant côte à côte avec Jean Caillon, l'énigmatique lutin des cafés clayettois, et Claire qui vient en amie nous donner un coup de main le dimanche. Ne vous étonnez donc pas que l'ensemble manque un peu d'unité : on tâtonne, et on tâtonne à trois en attendant que tout le monde s'y intéresse. Les textes sont tapés par Monique qui vient d'Autun avec sa compospère. A expliquer plus longuement un prochain jour...

**S**aint-Laurent, c'est la maison dortoir. Froide. Secrète. Des portes sur un grand couloir traversé d'un grand escalier. Ça me rappelle un film de Jerry Lewis dont j'ai oublié le titre : il était employé dans un pensionnat de jeunes filles dont la porte de chaque chambre s'ouvrait sur tout un monde étrange, venteux, étonnant, avec son climat, ses couleurs et ses odeurs... Je ne sais pas encore ce que chacun cache de fantasmes dans son antre. Il faudrait frapper, oser, franchir un seuil... Bientôt.

Isabelle Cabut.

## SOMMAIRE

Actualité des radios-pirates	page 5
Non à la vivisection	page 6
Mensonge en blouse blanche	page 7
Chronique Malvillesque	page 8
L'Angleterre et Superphénix	page 10
Chronique des insurgés	page 11
Courrier des lecteurs	page 13

## LA GUEULE OUVERTE combat non violent

RÉDACTION  
B.P. 26  
71800 La Clayette  
tél. : (85) 28-00-24

ADMINISTRATION :  
« Les Éditions Patatras ! »  
Directrice de publication : Isabelle Cabut et tous les autres.

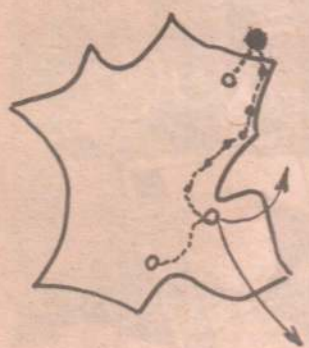
IMPRIMERIE SULLY  
12 rue Sully, 42300 Roanne

ABONNEMENTS :  
150 à 250 F. suivant vos revenus (160 F. minimum pour l'étranger)-  
75 F. pour authentiques fauchés, objos, insoumis, taulards. Par chèque bancaire, ou postal, ou timbres-poste.

RÉABONNEMENT :  
Joindre la dernière bande et 2 F. en timbres.

CORRESPONDANCE :  
Joindre un timbre rose thyrien à 1 F.





# avant les grandes manoeuvres...

## LE TRIBUNAL MILITAIRE AUX ARMÉES DE LANDAU

«Les tares de la justice plus les tares de l'armée ça fait beaucoup» (La Sagesse des Nations)

Avec ce second chapitre d'une série qui a pour but de présenter les villes traversées par les marcheurs de l'été, ainsi que les groupes qui y travaillent, nous arrivons à Landau, petite ville allemande de 38 000 habitants.

Landau où sont stationnés en permanence plus de 6 000 soldats français Landau et sa prison militaire où, le 20 février 1977, mourrait dans des conditions plus que suspectes, un jeune appelé de 22 ans.

Landau où siège un Tribunal Militaire aux Armées (T.M.A.) qui instruit, juge, condamne, incarcère... tous ceux qui ne filent pas droit selon son éthique personnelle.

**E**T d'abord qu'est-ce qu'un Tribunal Militaire aux Armées ? Un T.P.F.A. on commence à avoir une idée précise sur la façon dont ça fonctionne, mais un T.M.A. à quoi cela peut-il bien ressembler ? Et puis, en temps de guerre, on veut bien croire que ça existe des bêtes pareilles... mais en temps de paix !

Article 40 du Code de Justice Militaire : «En temps de paix ou en temps de guerre, des tribunaux militaires aux armées peuvent être établis aux armées, lorsque celles-ci stationnent ou opèrent hors du territoire de la république...»

Evidemment c'est pas de chance pour les appelés qui servent en Allemagne, mais nous autres français de France qu'est-ce qu'on risque ?

Loi No 66-1038 du 30 12 66 :

«En tous temps et en tous lieux, des tribunaux militaires aux armées peuvent être établis dans les circonstances prévues à l'article 43 du code de justice militaire.»

Tudieu ! Qu'est-ce que ça peut être tarabiscoté la législation ! Voyons voir un peu cet article 43 :

«En cas de rupture des communications avec le gouvernement du fait d'une agression interne ou externe, ou après autorisation du ministre des armées en cas de nécessité absolue, des tribunaux militaires aux armées peuvent être établis sur l'ordre du commandant de la grande unité, de la zone, de l'escadre, de la force, du détachement ou du bâtiment.»

Eh bien nous y sommes ! Notez au passage la référence à une agression «interne» (une grève des PIT ?) ainsi que l'évocation — toujours utile — d'une «nécessité absolue» laissée à l'appréciation du pouvoir exécutif. Voilà qui n'est pas sans rappeler les fameuses ordonnances de janvier 1959 qui permettent au Conseil des ministres de faire passer l'ensemble de la population sous juridiction militaire «en cas de menace»... le caractère de la menace n'étant précisé par aucun texte.

On peut donc affirmer sans trop se mouiller, que, pour peu que la situation soit un chouia tendue, l'exécutif et la hiérarchie militaire se réservent, le plus légalement du monde, le droit de créer des tribunaux parallèles. Pour se donner bonne conscience, ces messieurs ont quand même pris le soin d'ajouter (article 43 du code de justice militaire) :

«... ces tribunaux cessent de fonctionner, soit sur l'ordre de l'autorité qui les a établis, soit sur décision du ministre des armées.»

Voilà bien la meilleure définition que je connaisse de ce qu'il est convenu d'appeler une justice d'exception.

Des garanties présentées par une juridiction très spéciale...

Cette impression se confirme dès lors qu'on examine le mode de fonctionnement et la composition des TMA. L'article 44 du code de justice militaire précise en effet que ceux-ci «obéissent aux dispositions prévues pour les TPFA sous réserve des dispositions suivantes :

- 1) "La présidence est assurée par un magistrat militaire."
- 2) "Le magistrat assesseur, issu du corps judiciaire, est remplacé par un juge militaire."
- 3) Les juges militaires sont pris parmi les militaires blessés au feu ou appartenant aux troupes combattantes.
- 4) Des officiers des corps de troupe ou des services peuvent être détachés dans ces tribunaux pour y assurer le service du parquet, de l'instruction ou du greffe...

Sans commentaire !

Reste à régler le problème de la défense. Si celle-ci se doit d'être assurée coûte que coûte par souci de respectabilité, il ne faut pas perdre de vue que rares sont les prévenus qui ont les moyens de se payer un avocat. Le code militaire, toujours prévoyant, balaie cette objection d'un revers d'épaulette, en créant des «officiers-défenseurs» ou encore des «militaires

agréés par l'autorité militaire qui exerce les pouvoirs judiciaires sous l'autorité du ministre des armées». Si les temps deviennent plus troubles, on fera appel à «un militaire présent sur les lieux et agréé par l'autorité militaire» (article 49). Ubu à la puissance 13 ! N'allez surtout pas croire que la chambre de contrôle de l'instruction présente davantage de garanties. Sur les trois membres qui la composent, deux sont des militaires et le troisième (le président), magistrat certes, mais magistrat militaire ! (article 52)

Petite anecdote. A Landau il y a comme un malaise chez les gradés somnolents d'assurer la «défense» des justiciables jugés par le TMA. Beaucoup estiment qu'ils ne sont pas faits pour ce travail en raison de leur incompétence et cherchent à couper à la corvée en arguant qu'il n'est pas possible de défendre quelqu'un «avec un minimum d'honnêteté» quand on prend connaissance de son dossier cinq minutes avant l'audience. A plusieurs reprises les officiers commis d'office ont ainsi exprimé leur désir de se démettre de cette charge. La hiérarchie leur a promptement fait comprendre qu'il n'en était pas question. C'est qu'il faut que les formes soient respectées !

Le malheur veut que le tribunal militaire de Landau soit compétent pour les infractions de toute nature commises par les membres des forces françaises stationnées en Allemagne et même des personnes «à la suite de l'armée en vertu d'une autorisation».

Ainsi le TMA de Landau est-il appelé à juger non seulement des militaires mais également des civils employés à titre statutaire ou contractuel par les forces françaises en Allemagne, de même que les personnes à leur charge lorsqu'elles accompagnent le chef de famille hors du territoire (1)

De plus la compétence des TMA est incomparablement plus étendue que celle des TPFA.

En effet, alors que ces derniers sont compétents à la condition que les infractions d'ordre militaire ou de droit commun soient commises à l'intérieur d'un établissement militaire ou dans le service, le TMA statue même en dehors du service ou d'enclenche militaire.

«On peut donc dire qu'en temps de paix, la juridiction militaire de Landau tient lieu à la fois de TPFA, de Cour d'Assises, de tribunal correctionnel, et partiellement de tribunal de police». (extrait du rapport sur la justice militaire présenté au dernier Congrès de la Magistrature).



Un T.P.F.A. (Tribunal Permanent des Forces Armées). Deux civils pour trois militaires. Il arrive mais c'est tout de même exceptionnel que les premiers fléchissent les seconds.

dessins empruntés à Ca bu

Le seul qui ait réussi à ce jour à réexpédier la balle dans le camp de la Cour est un petit malin. Cité pour défendre un appelé ayant des antécédents judiciaires, il assura que sa «conscience lui interdisait de servir de conseil à pareil individu» (il existe paraît-il un texte de loi prévoyant cette éventualité — une loi sur l'objection de conscience ?) C'est sûrement pas sympa pour le prévenu, mais on a la manière de contester, que l'on mérite...



**A**PRÈS ce tour d'horizon des mille et une recettes, qui vous permettent de passer outre le sacro-saint principe démocratique de la séparation des pouvoirs, il est temps d'examiner les règles de compétence des TMA. Après tout des pouvoirs aussi exorbitants peuvent n'être que poudre aux yeux s'ils ne sont — dans les faits — utilisés qu'en de très rares occasions.

On remarquera qu'en ce qui concerne l'indemnisation des parties plaignantes (dommages et intérêts), le T.M.A. n'a, comme par hasard, plus aucune compétence ! Malheur donc à l'automobiliste Allemand qui se fait rentrer dedans par un militaire français ou par sa femme... Il risque d'attendre un bon moment avant d'être remboursé.

Si les puristes en sont encore à se demander ce qui est le moins tolérable entre les règles de compétence des T.M.A. en temps de guerre ou leur maintien en temps de paix ; pour notre part c'est la disparition pure et simple de ces diplodocus de la répression que nous réclamerons le 18 juillet à Landau.

J.L.S.

Note 1 : article 7 du décret No 52-1170 du 11 octobre 1952 portant publication de la convention entre les États parties au Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) sur le statut de leurs forces, signée à Londres le 19 juin 1951 et parue au J.O. du 21 octobre 1952.



Un T.M.A. (Tribunal Militaire aux Armées). On est en famille... c'est tellement plus simple.





# Plantes

Bois du regard, bois profond dans la fleur. Il tient le nœud de toute la beauté celui qui sait regarder une fleur.

Lanza del Vasto



De quelles légendes ont jailli le coquelicot sang et le bleuet œil de ciel solaire ? Dans quels sacs de folie amoureuse, les couleurs, qui rendent ivres, ont-elles pu surprendre les pétales des compagnes du blé ? Nymphes métamorphosées en croix rouge, fils de Pan à jamais figés en éclaboussures bleues, ces fleurs sont d'abord les objets rituels d'un plaisir sensoriel, avant d'être les simples d'une vieille pharmacopée...



## CENTAUREA CYANUS

Le bleuet n'a rien à voir avec les drapeaux de tout poil. L'antropocentrisme de «l'homo-consummator» en a fait un fanion, mais Centaurea Cyanus, vexé, s'est mis à fuir les champs de blés domestiques. Dernier acte de la genèse sauvage de nos céréales, les herbicides l'ont repoussé jusqu'aux bordures des champs. Comme le coquelicot il n'avait plus de place dans l'espace végétal humanisé. La nature prodigue, sème la beauté, l'inattendue, le spectaculaire, et l'homme se débat pour tirer d'un tapis de fleur, un morceau de plastique coloré qui lui rappelle la flore détruite... Avec la même complicité qui l'impose aux regards des enfants le bleuet est avant tout le simple de l'œil.

Une pincée de ses soies bleues dans l'eau froide, portée à l'ébullition et laissée fratchir dix minutes procure un collyre classique... Bain d'œil qui calme les irritations, qui rend l'œil brillant et vif. Son efficacité prend des forces neuves et diversifiées si on le mêle avec le plantain et le melli-lot (amoureux des abeilles ; ses grappes de fleurs les attirent toutes !). En usage interne le bleuet vient drainer les reins et soulage celui qui souffre de rhumatismes. Pour cet emploi, l'infusion de pétales (un peu amère) à raison de 20 grammes par litre d'eau donne une médecine intéressante.

Plante sensuelle, le bleuet peut aussi trouver sa place dans la tisane pour donner, tout simplement, la joie de sa couleur. Cueillez délicatement cette fleur, c'est une race blessée, et puis, elle est si près de la profondeur d'un regard qui reflète le ciel !



## PAPAVER RHEAS

À l'inverse du bleu : le rouge. À l'opposé du calme céleste : le rouge tourmente du bouillon cordial. Tel,

inonde les talus secs, le sang floral du coquelicot. Son frère, c'est le pavot, chargé du souffre de l'hallucinogène, porteur de substances magiques qui envoient la pensée loin de la douleur...

Le coquelicot ne pas renié les «qualités» narcotiques de son frère le pavot... Certains ont même constaté qu'il pouvait provoquer des symptômes proches de ceux qu'inventent l'opium du pavot. Ne fantasmons pas trop, le coquelicot a bien dans son latex quelques alcaloïdes proches de ceux du pavot mais ce dernier en possède près de cinq fois plus... Force florale et éphémère, on utilise les pétales et les capsules sèches de la plante... Il faut laisser sécher les pétales très rapidement pour conserver leur teinte de sang assombri. Puis les conserver, tassées, à l'abri de l'air, de l'humidité.

Le coquelicot est une plante qui apaise. Une infusion légère (5 à 10 g par litre) buée à raison de quatre tasses par jour, calme l'agitation. On le recommande traditionnellement comme «somniafère» pour les enfants ou les vieillards qui trouvent difficilement le sommeil... Les capsules sèches (infusion de dix capsules au moins dans un litre d'eau) ont les mêmes propriétés. Il vaut mieux éviter un usage de longue durée ou des doses «gonflées» pour les enfants.

Le coquelicot, qui tire son nom du cri du coq (à la crête rouge) soigne aussi la coqueluche (cette toux qui imite le chant du coq... avec beaucoup d'imagination !). On pourra donc l'employer comme sédatif dans tous les cas de rhumes, d'angines. En usage externe (infusion à dose plus forte, de 20 à 30 g de fleurs) le coquelicot est un bon tonique de la peau, et même il soulage des affections aux yeux...

Coquelicot, bleuet, plantes mes-sicoles (qui suivent et squattent les moissons) vous êtes une façon de dire à l'homme combien le monde est gratuit, libre et totalement beau.

Si nous criions à la destruction du monde, prenons aussi très fort le temps de s'extasier de la joie qui s'y maintient.

Asselin



# les carottes sont cuites

L'Alsace - inutile de le rappeler - est un solide bastion de la lutte anti-nucléaire française. Le coup de grâce que les autorités comptaient administrer à la population en opérant la divergence du premier réacteur de Fessenheim n'a pas réussi à décourager l'opposition au nucléaire. Mais quelle stratégie de lutte pouvait-on appliquer ? Le jeûne, les manifestations, les symboles se sont révélés extrêmement efficaces dans la sensibilisation de l'opinion publique : or les pouvoirs publics n'ont affiché, du moins officiellement, que du mépris face à ces actions. Il s'avérait donc nécessaire de passer à des actions plus dures car tout espoir n'est pas perdu, et même une centrale qui a divergé peut encore cesser de fonctionner - pour preuve, il suffit d'évoquer l'arrêt actuel du réacteur pour défaillance technique sur la turbine de l'alternateur -. Les occupations de pylône à Heiteren et à Gertsheim recueillaient l'approbation de la population, mais des actions telles que la chute de certains pylônes ou l'affiche de «Fessenheim» sur tous les panneaux indicateurs de localités étaient nettement plus controversées. Une nouvelle dimension de lutte, l'émission-pirate par Radio-Verte Fessenheim a été introduite. Cette stratégie présente un double intérêt : un caractère offensif dans la lutte, et une écoute, un soutien très important parmi la population. Car la popularisation de la lutte a atteint une ampleur exceptionnelle en Alsace et il est pris grand soin de la maintenir, voire de l'amplifier. Cette nouvelle action se situe dans la stratégie non-violente adoptée depuis de nombreuses années dans la contestation écologique, et elle correspond à une attaque en règle du centralisme monopolisateur - entre autre - de l'information.

Ambiance similaire à la Résistance : certains villages deviennent déserts le samedi soir à partir de 19 h. La famille s'agglutine autour du poste de TSF, gloire un peu dépassée, mais vaillante et capable de recevoir des émissions en modulation de fréquence. L'avis de décès attendra, le secrétaire de mairie est occupé. Quant à l'intrus pénétrant inopinément dans la pièce, il est prié de faire silence. Silence à peine troublé par le bruit des mouches qui volent (eh oui, l'été est là !) et, analogue mais plus régulier, le crachement des parasites de la radio. 101 MHz la fréquence a été marquée d'un trait la semaine précédente. «Espérons que l'émission sera plus audible que la semaine passée...» Un peu plus loin, quelque part en Alsace, quelques personnes s'affairent autour de curieux appareils. Elles vérifient quinze fois si le branchement a bien été effectué, si tout est en ordre... L'énerverment se répand, même le guet laisse à désirer. Peut-être un petit coup d'essai - non, c'est trop risqué -. Voyons si tout est là. Et la cassette, où est passée la cassette ? Recherches fébriles, couronnées de succès quelques trente secondes avant l'heure fatidique : 19 h 45. Nous y voilà. On ne frappera pas trois coups comme au théâtre, mais l'ambiance dans les coulisses évoque la générale... En retenant son souffle, l'opérateur met en route. Et puis ? Et puis rien : on distingue vaguement la présence d'une émission, très loin, recouverte d'un fatras invraisemblable de parasites. Que se passe-t-il ?

Coupage rapide, déconnexions, reconnexions, rien n'y fait. Peut-être la réception est-elle mauvaise ici... Allons jusqu'au bout. La confirmation vient vite : aucun programme n'est perceptible à l'extérieur. Nouvelles manipulations et après quelques minutes, une petite amélioration. Il est 20 h 10. Repasser cette émission : oui, mais qui l'écouteront ? Comptons sur la bonne volonté des gens. A la fin de cette réémission tout est rapidement empaqueté et démenagé vers un nouvel horizon, avec une certaine rage au cœur d'avoir failli, d'avoir pris des risques inutiles, d'être dépendant de cette fichue technique. Que s'est-il effectivement passé ? Nul ne le saura. L'émission a-t-elle été troublée ? Ou la technique n'est-elle pas encore au point ? Dans une conférence de presse tenue peu après, le porte-parole de l'équipe des joyeux pirates révélait aux journalistes de la presse régionale les objectifs de cette action et le contenu de cette seconde émission. En toute indépendance vis-à-vis des groupes écologiques et politiques, cette radio représente un moyen de lutte s'insérant dans la lutte antinucléaire. Son but est de faire l'information, aussi bien que possible, pour la population, avec elle, et, pourquoi pas, par elle. Car la presse régionale, si elle ne lésine pas sur la quantité, ne rend pas l'écho des actions de manière spécialement impartiale. Et son intérêt pour les problèmes du nucléaire ne reflète que la peur de campagnes de désabonnements et son souci de la concurrence. Radio-Verte Fessen-

heim est considérée comme un organe d'information concurrent. Gloire à la piraterie ! Attaqué dans la première émission, certain journal régional menace maintenant de ne plus passer les heures d'émission, sous prétexte de ne pas faire de la publicité à un concurrent. Dans ce cas-là, pourquoi ne pas faire passer l'annonce dans les programmes radio télé ? La presse allemande, en particulier la presse radiotélévisée, cherche plutôt à exploiter cette information dans un but de sensation et multiplie les demandes pour avoir les cassettes, de manière à pouvoir les rediffuser... La clandestinité inhérente à l'utilisation illicite des ondes crée une gêne et un blocage qui se manifestent dans une imperfection technique et dans une certaine non «démocratie» de l'action, aussi bien dans sa préparation que dans sa réalisation. Ainsi, il est difficile de faire participer effectivement la population. Mais les joyeux pirates ne veulent pas en rester là. Une fois surmontés les problèmes techniques, ils ont l'intention, si la radio est suffisamment populaire, d'effectuer les enregistrements en public, pourquoi pas sur la place du village, en se plaçant sous la responsabilité et la protection des personnes présentes. Plus tard, la diffusion des émissions deviendra publique aussi. La répression ne pourra plus qu'être publique aussi, si elle a effectivement lieu ! Mais pour l'instant, seules des interviews plus ou moins anonymes permettent à la population de s'expri-



mer. Celles-ci reflètent bien le climat de peur régnant à l'encontre de la centrale, rapportent les témoignages de divers incidents, et démontrent la détermination des occupants du pylône de Heiteren. La presse régionale, soucieuse de déontologie journalistique et « d'objectivité » dans l'information, se fait le reflet de l'impact de l'émission parmi la population, tout en reprochant à Radio-Verte Fessenheim de n'être que le porte-paroles des anti-nucléaires. Qu'importe ! « Nous ferons également des interviews de tenants du nucléaire, tel le directeur de la centrale, M. Leblond, et nous le laisserons s'exprimer à sa guise, si, toutefois, il le décide »...

Après le brouillage de Radio-Verte à Paris, aucune chance ne semblait rester d'instaurer jamais une démocratisation de l'information. Au lendemain de l'annonce, sous forme de communiqué, de la première émission de Radio-Verte Fessenheim dans la presse, M. Cluzel, sénateur, rapporteur du budget de la radio et de la télévision française, s'est « élevé vivement contre l'anarchie qui permet à tout un chacun d'émettre ». Il déclarait en outre : « la loi consacrant le monopole d'Etat doit s'appliquer à tous les Français et doit être respectée ». Faut-il en conclure que l'expression de tous les Français par les ondes est l'anarchie ? Ou ne s'agit-il pas plutôt de cette démocratie dont tous les partis se réclament pourtant ?

Radio-Verte Fessenheim, partant d'un constat sur le manque d'information et sur l'absence de démocratie dans la façon dont on implante les centrales, s'est borné, dans un premier temps, à demander les garanties élémentaires de sécurité (cet appel est soutenu à l'heure actuelle par quelques 130 communes). Mais, de plus en plus, le principe actuel de l'information et le monopole d'Etat sur les ondes sont remis en cause. La lutte atteint ainsi une nouvelle dimension plus politique, cherchant à faire sauter un verrou de plus. La situation de répression relativement « douce » face aux antinucléaires en Alsace permettrait de créer un précédent intéressant. N'oublions pas que bien d'autres journaux sont issus d'une lutte ! Quel sera le rôle de Radio-Verte à l'avenir ? Hormis l'information (la cadence des émissions ira s'accroissant et la possibilité d'émission dans d'autres secteurs de l'Alsace est envisagée), cette station pourra jouer un rôle actif dans d'autres actions et manifestations d'opposition au nucléaire. En cas d'intervention policière sur les occupants du pylône de Heiteren, pourquoi ne pas battre le rassemblement par ce moyen ? Jean-Paul Klee, dans un ouvrage dédié aux écologistes alsaciens (1) écrit :

« De radio-amateur en radio-amateur, les villages sont mis au courant ; les jeunes s'organisent en boules-de-neige, comme en mai 68 ; une grande fête envahit enfin la plaine, avec des drapeaux blancs ; des chants ; des guitares et des fleurs ! des ballons multicolores, etc. On entend les radios s'appeler, se répondre :

« Allo Marckolsheim ; 150 jeunes paysans marchent sur Strasbourg »  
« Allo Fessenheim ; le maire et le conseil municipal tout entier ont démissionné ! ils viennent d'adresser un télégramme au Ministère de l'Intérieur »  
« Allo Lauterbourg ; allo St-Louis ; on signale 500 personnes en route, le long du Rhin, sur les digues au soleil ; le temps est très beau ; de jeunes Allemands traversent le Rhin à la nage et se joignent à nous ! »

« Allo Strasbourg ; le président Pflimlin va prendre position demain soir à la télévision nationale ; et l'évêque de Strasbourg vient de prendre l'avion pour Rome... »  
Bon voyage !

Daniel

(1) « Le sacrifice de Jean Lumière contre Fessenheim-Hiroshima », Jean-Paul Klee, édité par le collectif d'édition et de diffusion d'Alsace, Strasbourg 77 - Prix : 5 F.



# Ecologie et liberté

« Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement, et les mots pour le dire arrivent aisément ». Michel Bosquet le prouve dans un petit livre remarquable de rigueur et de concision à la fois, « Ecologie et Liberté ». Le réalisme écologique ; économie politique et écologie : Marx et Illich ; écologisme et autogestion ; écologie et crise du capitalisme : a) la crise de suraccumulation, b) la crise de reproduction ; quand la richesse rend pauvre ; égalité et différence ; autorégulation et hétérorégulation sociales : la société civile et l'Etat... Plus j'avance dans la lecture de ce petit bijou, plus je me disais qu'il me fallait absolument vous en faire un résumé — compte-rendu... jusqu'à la découverte du dernier chapitre, « sept thèses, une utopie ». Car les « sept thèses » résumément le bouquin ; alors ma foi, avec l'aimable autorisation du directeur de la collection André Gorz (dit aussi Michel Bosquet, quel heureux z'hasard), ces thèses les voici. Quant à l'« utopie », ne manquez pas le plaisir de la savourer, ... en une autre occasion !

**1** La crise actuelle du capitalisme a pour causes un surdéveloppement de capacités de production et la destructivité, génératrices de raretés insurmontables, des techniques employées. Cette crise ne peut être dépassée que par un mode de production nouveau qui, rompant avec la rationalité économique, se fonde sur le ménagement des ressources renouvelables, la consommation décroissante d'énergie et de matières.

**2** Le dépassement de la rationalité économique et la décroissance des consommations matérielles peuvent être réalisés par l'hétérorégulation technofasciste aussi bien que par l'autorégulation conviviale. Le technofascisme ne sera évité que par une expansion de la société civile qui, à son tour, suppose la mise en place de techniques et d'outils permettant une souveraineté croissante des communautés de base.

**3** Le lien entre « plus » et « mieux » est rompu. « Mieux » peut être obtenu avec moins. On peut vivre mieux en travaillant et consommant moins, à condition de produire des choses plus durables qui n'engendrent ni nuisances ni raretés insurmontables dès lors que tous y accèdent. Seul mérite d'être produit socialement ce qui reste bon pour chacun quand tous en jouissent — et inversement.

**4** La pauvreté dans les pays riches a pour cause non pas l'insuffisance des productions mais la nature des biens produits, la manière de les produire et de les répartir. La pauvreté ne sera supprimée que si on cesse de produire socialement\* des richesses rares, c'est-à-dire réservées et exclusives par essence. Seul mérite d'être produit socialement ce qui ne privilège ni n'abaisse personne.

**5** Le chômage dans les sociétés riches reflète la diminution du temps de travail socialement nécessaire. Il montre que tous pourraient travailler beaucoup moins à condition que tous travaillent. L'égalité reconnaissance et rémunération sociale de tous les travaux socialement néces-

saires est la condition à la fois de la suppression de la pauvreté et de la répartition du travail sur tous ceux qui y sont aptes.

**6** Le travail social étant limité aux productions socialement nécessaires, la réduction du temps de travail pourra aller de pair avec l'expansion des activités autogérées et libres. En plus du nécessaire qui leur est assuré par la production sociale, les individus pourront créer durant leur temps libre, seuls ou collectivement, tout le superflu qui leur paraît désirable. La production d'une variété illimitée de biens et services dans les ateliers et coopératives de voisinage assure l'expansion de la sphère de liberté et le dépassement des rapports marchands ; l'expansion de la société civile et le dépassement de l'Etat.

**7** L'uniformité du modèle de consommation et de vie disparaîtra en même temps que les inégalités sociales. Les individus et les communautés se différencieront et diversifieront leurs styles de vie au-delà de ce qui est aujourd'hui imaginable. Leurs différences seront toutefois le résultat des emplois différents qu'ils feront de leur temps libre et non de l'inégalité des rémunérations sociales et des pouvoirs. Le déploiement des capacités autonomes durant le temps libre sera la seule source des différences et des richesses.



Vous me direz (peut-être) que tout ceci ne vous semble pas si « clairement énoncé » que je veux bien le dire. Ces « sept thèses », il est vrai, sont trop synthétiques pour être immédiatement assimilables ; mais c'est inévitable pour un résumé d'un livre qui condense lui-même, en quelques dizaines de pages, l'essentiel de la pensée politique de Michel Bosquet, ou plutôt des

écologistes cuvée 1977. Je ne peux que vous inciter à lire « Ecologie et liberté », tout de même plus explicite...

L'essentiel... et pourtant manque une dimension à cette recherche : une analyse de la société militarisée, une réflexion sur les problèmes de défense, bref, une approche de la non-violence qui de plus en plus préoccupe les écologistes. Mais je crois savoir que sur ce point, les intuitions de Bosquet, qui dit ne pouvoir approfondir à lui seul tous les sujets (et qui le pourrait ?), ne sont guère éloignées des nôtres...

Reste qu'il me faut maintenant aborder la plus douloureuse question ; si j'ai pu vous donner envie de lire « Ecologie et liberté », je dois bien vous dire que ses cent petites pages, aux éditions Galilée, coûtent malgré tout un peu plus de vingt francs... mais si vous pouvez attendre jusque là\* sachez qu'en septembre prochain, ce texte sera le premier d'une réédition remaniée du livre « Ecologie et Politique » du même auteur, et cette fois en collection de Poche, je crois au Seuil (Politique). Vous voyez, faut jamais désespérer...



\* Une production est dite sociale quand elle est assurée par des travailleurs salariés pour le compte d'une institution (entreprise ou administration). Le travail d'un domestique n'est pas social, quoique salarié ; ni les productions propres que des ouvriers pourraient réaliser pour leur propre compte sur les machines de « leur » atelier. (Note de l'auteur).



## super phénix devant la justice

Certains lecteurs m'ont fait remarquer que les formes légales du recours en Conseil d'Etat n'étaient pas tout à fait respectées dans le texte qui vous était proposé la semaine dernière. Qu'ils se rassurent : l'un de nos avocats a déposé dans la semaine, au nom de sept associations, des recours tout à fait comme il faut (avec par exemple : copie du décret attaqué, des textes violés, des jurisprudences visées, etc...) S'il est vrai qu'isolés, les recours un peu sommaires qui vous ont été proposés, ne seraient pas recevables, il n'est pas moins vrai qu'ils seront en fait joints au dossier Creys-Malville, et contribueront à accroître le rapport de forces contre Superphénix. C'est pourquoi il est si important que nous sachions bien qui dépose des recours pour pouvoir le dire ; c'est même là un des buts essentiels de cette action. Par ailleurs, renseignements pris, c'est en constatant la notion même d'« Utilité Publique » que le Conseil Général de l'Isère a déposé des recours en Conseil d'Etat contre le décret déclarant d'Utilité Publique les travaux de construction de Superphénix... Autrement dit, ils ont montré que leur volonté d'arrêter cette construction n'était pas uniquement due au non-respect des formes légales. « Ils » : Socialistes et Communistes, rappelés-le.

Plus ils se mouilleront dans cette affaire, plus il leur sera difficile de reprendre la construction de Superphénix en 1979 ou 1980... Pour ceux qui voudraient attaquer ce D.U.P. : La démarche est la même que pour l'attaque du D.A.C., sauf que tous les arguments de fond peuvent cette fois être avancés, et non pas seulement ceux de droit. Mais vous n'avez que jusqu'au 2 Juillet... et n'attendez pas trop de ces recours-là : ne soyez pas dupes, d'acc' ?

cro-magnon

## REFERENDUM DE WYHL-BALE

VICTOIRE A BALE : SIGNAL POUR L'EUROPE. TROIS BADOIS SUR QUATRE ONT ADOPTE LE 12 JUI 'L'INITIATIVE POUR LA PROTECTION CONTRE L'ATOME' PRESENTEE PAR LES COMITES ANTI-NUCLEAIRES.

LES AUTORITES SONT TENUES DE S'OPPOSER PAR TOUTES LES VOIES LEGALES ET POLITIQUES A LA CONSTRUCTION DES CENTRALES NUCLEAIRES.

LE PREMIER VOTE REALISE SUR CE SUJET EN EUROPE A PROUVE QUE LA POPULATION REFUSE L'ATOME. QUAND UN TEL VOTE AURA-T-IL LIEU CHEZ VOUS ?

• COMITE D'ACTION NON-VIOLENT DE KAISERAUGST BP 44 .10 LIESTAL (C.H.)



En condamnant à des peines de prison avec sursis, la Cour d'Appel n'a pas statué sur le fond : la légitimité de la lutte anti-nucléaire.

## Interdit d'être anti-nucléaire et de penser breton

A Rennes, le 15 juin, le procès en appel de ceux que l'on nommait déjà «les premières victimes du nucléaire» a mobilisé près de deux mille personnes. Condamnés à deux mois de prison ferme et six mois avec sursis quelques jours auparavant par le tribunal de Nantes, les cinq paysans de la région du Pellerin étaient accusés d'infraction à l'article 314 (la loi anti-casseur) pour avoir détruit le registre d'enquête d'utilité publique de leur mairie.

Dans la rue, le spectacle de la démocratie tranquille n'avait guère varié depuis Nantes : manifestants et musique d'un côté ; CRS et matraques de l'autre !

La «presse écologique» a eu bien du mal à franchir les barrages de police pour pénétrer dans le palais, ainsi que le président Jouberteau lui-même qui a dû montrer patte blanche.

Bien que le président du tribunal ait demandé l'entrée du public afin d'assurer la publicité des débats, il fallut plusieurs interventions des avocats pour que la foule soit largement admise au procès. Devant une salle enfin comble, et après lecture de l'acte d'accusation, les inculpés continuant de jouer la non-collaboration réaffirmèrent «qu'ils n'avaient rien à déclarer et qu'ils se sentaient solidaires des actions contre l'énergie nucléaire». Le président, feignant d'ignorer la violence des centrales et celle plus immédiate des forces de l'ordre au pied de son palais, rappela que la violence amenait la suppression de la liberté et qu'elle conduisait à tous les extrémismes. Il demanda alors s'il n'aurait pas été préférable de signer... des pétitions ! et laissa comprendre que «les braves agriculteurs» avaient été manipulés, affirmation à laquelle André Mabilais répliqua indigné que «il était paysan il n'en était pas moins capable de lire et de s'informer». Au dehors les clameurs de la fou-

le arrivaient étouffées par la solennité des lieux : Libérez nos camarades.

Me Reveau plaida le premier. Reprenant le récit des faits, il démontra avec beaucoup de perspicacité les contradictions formelles ainsi que l'ambiguïté des déclarations des témoins dont pas une ne se recoupait. Puis vint Me Lallemand. Il dénonça la loi anticasseur «texte destiné à une répression sélective : la rébellion contre une loi injuste». Agacé le président proposa perfidement de maintenir les prévenus en dépôt pour complément d'informations.

L'alternative étant irrecevable, Me Lallemand nota alors que les inculpés (5 parmi 40 !) étaient tous des militants syndicalistes, paysans travailleurs ou membres de la FDSEA. Un hasard ?

A l'instar de ses confrères, Me Chouk rappela que «la justice est une dame qui se meut lentement et que cette fois, à vouloir se hâter, elle avait trébuché», introduisant une longue plaidoirie sur l'absence de démocratie et la suspecte rapidité du premier procès de Nantes. Pour lui, «c'était avec l'opposition à la centrale que se situait le véritable sens de l'utilité publique».

La salle silencieuse et tendue, retenait son souffle. Le képi en face de moi murmura à son collègue : «Tu roupilles ?». Du dehors on entendait chanter «Aux marches du Palais», à la mode anti-nucléaire.

Après une interruption d'audience, Me Tinières qui avait déjà défendu les inculpés à Nantes, plaida la relaxe et fit le procès du nucléaire. Il signala que l'étude d'impact n'avait pas été faite et qu'à Braud et St-Louis, la centrale près de Bordeaux, les paysans qui avaient joué le jeu de la légalité et de la démocratie s'étaient fait berner.

L'avocat général, tout en laissant «les savants discuter» se contenta, sans rien démontrer, d'affirmer qu'il y avait bien effraction. Peu ébranlé par l'in vraisemblance des témoignages, dont certains étaient anonymes, il demanda la personnalisation des peines, réclamant pour André Blineau, dans lequel il avait reconnu «le chef de l'expédition», un mois de prison ferme et sept avec sursis. Pour les trois autres, il demanda quinze jours fermes et sept mois et demi avec sursis.

Puis avec la misogynie qui convient à la magistrature il demanda huit mois avec sursis pour Gabrielle Mabilais «particulièrement excitée», mais mère de deux enfants !

La cour, qui mafrisait, mieux qu'à Nantes, et avec plus d'intelligence, la situation écologique et politique, alla plus loin que la plaidoirie sans passion de l'avocat général en rendant un jugement d'apaisement. Pierre Potiron, que personne n'avait réellement reconnu, est relaxé. Les quatre autres, André et Paul Blineau, Gabrielle et André Mabilais, sont condamnés à huit mois de prison avec sursis.

Au-delà des ovations qui emplirent la salle à l'annonce du verdict, il ne faut pas reconnaître ce jugement comme une victoire. Le cul entre deux chaises, celle de l'écologie, force politique avec laquelle il faudra compter bientôt et celle de l'application de la loi, Dame Justice a rendu un verdict opportuniste qui ne peut pas satisfaire. Une femme et quatre hommes sont libres parce qu'une population a hurlé son soutien et son indignation. Une femme et quatre hommes sont condamnés parce qu'un tribunal n'a pas pris la responsabilité de juger le terrorisme du plutonium.

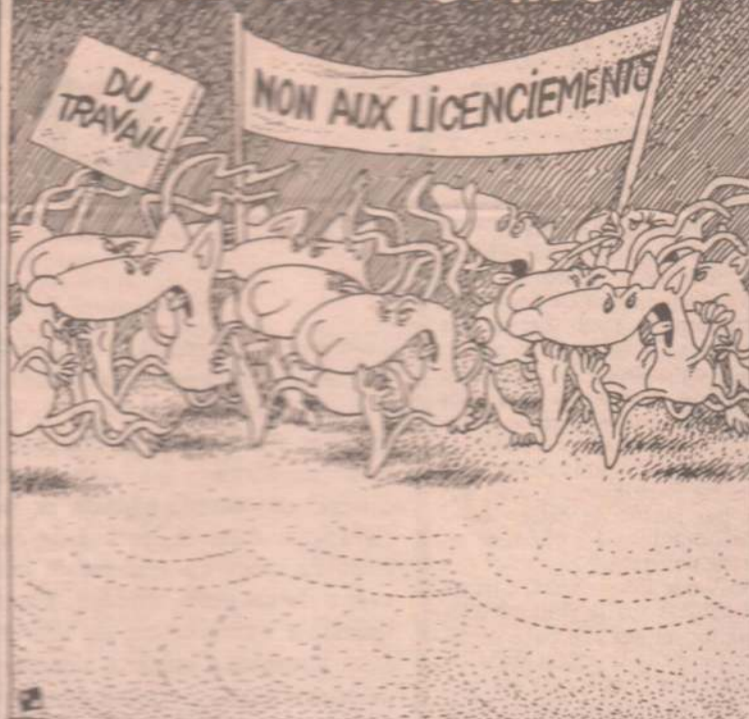
La vraie vie, celle de la révolte et de la fête, s'est manifestée au long des cortèges qui partirent aux prisons accueillir la liberté. Jean-Pierre, l'ami percussionniste gentiment diabolique, menait la danse. Son tambour, les clochettes de Catherine et les rythmes de Bertrand, au paroxysme de la joie... ouvrirent les portes de la prison des femmes : Gabrielle, portée sur les épaules des copains rejoignait bientôt une autre sarabande, revenant de la prison des hommes.

Treize jours de détention valent bien une fête, et Le Pellerin vaut bien que l'on se batte contre les centrales. Sur les bords de la Loire, le combat vient tout juste de commencer....

Yves-Bruno Civel

# À PARIS

## 200.000 RATS ET 40.000 LAPINS MANIFESTAIENT LE 18 JUIN DERNIER CONTRE LA NOUVELLE LÉGISLATION DU PERSONNEL DE LABORATOIRE



## Libérez les cobayes

L'expérimentation animale revient à l'ordre du jour. Les «travaux» de certains chercheurs sont de plus en plus démentés... Certains ont lieu à notre porte, sans que nous nous en doutions.

On vient seulement d'apprendre ce qui se passe au laboratoire de neurophysiologie du prof. Paul Buser, à la faculté des sciences de Jussieu à Paris.

Cinq macaques, le crâne scalé, des électrodes plantées dans le cerveau, sont immobilisés dans des sièges - carcans en plastique. Seule, leur tête en dépassait.

Ces singes sont ainsi prisonniers depuis la fin décembre... Ils peuvent tout au plus se mouvoir légèrement, mais c'est tout...

Des protecteurs des animaux, qui tentaient d'intervenir en faveur de ces macaques (et des vingt-cinq chats enfermés dans la même pièce), ont été expulsés du laboratoire.

A Jussieu justement, des étudiants viennent de signer une pétition significative : elle déclare : «Les étudiants en psychoclinique s'élèvent violemment contre certaines pratiques du T.P. 33

Le sacrifice d'animaux n'apporte aucun savoir méthodologique particulier et n'a aucun intérêt pédagogique dans les conditions précises de manipulation du C.C. 330.

Notre rôle n'est pas d'accepter en silence qu'une quelconque autorité nous impose ses pratiques sadiques camouflées sous l'alibi, ici indéfendable, de l'expérimentation scientifique.

En exigeant que cesse le sacrifice de ces animaux, il n'est pas question de sensiblerie, mais d'analyser et de dénoncer un fait d'autorité qui impose une violence et une mort comme normales, et veut l'acquiescement docile des exécutants.

Ce schéma est celui du plus ignoble fascisme.

Les étudiants en psychologie clinique exigent l'immédiate disparition de telles pratiques».

De plus en plus d'élèves, d'étudiants, et aussi d'enseignants, refusent ainsi la vivisection.

A l'université de Paris-Sud (Centre de Chatenay-Malabry), c'est un autre aspect de ce problème qui vient d'être révélé.

Voici le texte de la circulaire adressée aux professeurs par le vice-président de l'Université, le professeur Y. Cohen :

«Mon cher collègue, Je vous ai adressé le 30 janvier 1974 une note de service attirant votre attention sur la manière dont les personnels des laboratoires se débarrassent des animaux utilisés à des fins expérimentales dans les salles de T.P. et dans les laboratoires de recherche. Des incidents s'étaient produits parce que les précautions indispensables n'avaient pas été prises.

L'importance de cette question ne peut vous échapper, et nos négligences en ce domaine ne manqueraient pas d'attirer sur nous l'attention des services d'hygiène.

Or, on m'a signalé récemment qu'il n'a pas été porté remède à ces négligences et qu'à nouveau un animal domestique est mort empoisonné ces jours derniers. Des maladies auraient été constatées sur des animaux dans notre voisinage immédiat.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire à votre personnel les recommandations nécessaires, et de veiller à ce qu'aucune négligence ne soit commise.

Les animaux à détruire ne doivent pas être déposés dans les poubelles. Ils doivent être portés





à l'incinérateur aux heures de fonctionnement (...)

On oublie trop souvent les risques dus aux dépouilles d'animaux de laboratoire, qui peuvent contenir des produits toxiques ou être inoculés avec des microbes dangereux.

De plusieurs côtés cependant, la lutte contre la vivisection s'organise. La ligue internationale des droits de l'animal, qui vient de se créer et groupe - fait intéressant - de nombreux scientifiques, se prononce pour les mesures suivantes :

- interdiction de l'expérimentation animale dans l'enseignement secondaire

- interdiction de l'expérimentation animale «dolorifère» et «mortifère» dans l'enseignement supérieur.

- obligation du recours à des techniques de remplacement chaque fois que possible

- droit de l'étudiant de refuser des travaux pratiques sur l'animal vivant, sans être menacé d'échouer à ses examens

- droit du chercheur de refuser l'expérimentation sur l'animal, sans être menacé de perdre son emploi.

La ligue des droits de l'animal veut faire exclure de la communauté biologique les chercheurs qui se livrent aux expériences les plus cruelles.

Elle a déjà condamné le célèbre chirurgien sud-africain Chris Barnard. Celui-ci, qui se dit opposé à l'Apartheid, tout en voulant maintenir la domination blanche dans son pays, est en tout cas partisan de l'Apartheid entre hommes et animaux.

Barnard s'appuie en effet à utiliser des cœurs de babouins pour des transplantations temporaires. Or, le maintien en détention d'animaux destinés à être sacrifiés n'est pas admissible. Cette pratique est d'ailleurs très aléatoire sur le plan médical.

De son côté, la ligue française contre la vivisection (84550 Mornas, Vaucluse) veut lancer une offensive contre l'emploi d'animaux pour la mise au point de cosmétiques et de cigarettes. Il faut en effet rappeler que des millions d'animaux sont sacrifiés dans des buts strictement commerciaux. Et il est aussi une autre grosse consommatrice d'animaux : l'armée, ou plutôt toutes les armées du monde.

Les animaux sont utilisés dans des domaines très variés de la recherche militaire. Déjà, à Bikini, des chèvres avaient été exposées aux radiations des bombes atomiques. Ces m<sup>me</sup> animaux ont servi, dans le même but, à Reggane : les containers où les chèvres avaient été placées ont été longtemps conservés au Muséum de Paris.

La bombe au cobalt de l'hôpital militaire Percy, à Clamart, sert à irradier des scorpions.

L'arme nocrosante est essayée sur les rongeurs : elle détruit leurs muqueuses au moyen de ses gaz, puis leur corps tout entier se nécrose pour disparaître en fumée.

Le laser est expérimenté sur les singes et les lapins : on dirige sur leurs yeux le faisceau de laser, jusqu'à ce qu'ils explosent...

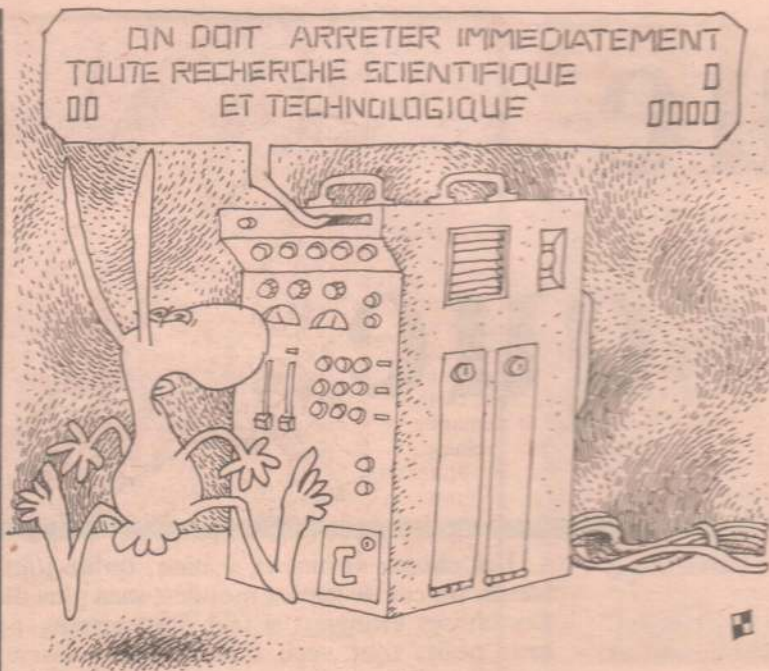
D'après E. Potelle (L'Antivivisection, N. 45, 1973), «la chaleur intense du rayonnement creuse la chair jusqu'à l'os en une fraction de seconde, enlevant des portions entières du corps dont il ne reste qu'une bouffée de fumée».

La bombe à billes, la bombe explosive CS, les bombes au chlore, les bombes d'éfoliantes etc... sont également testées sur les animaux. Et n'oublions pas tous ceux qui sont placés à bord des fusées...

En France, de très nombreux laboratoires militaires, et notamment ceux du CRSSA (Centre de recherches du service de santé des Armées) expérimentent sur les animaux, dans le cadre d'études de radiobiologie, essais de poudres, etc... Il se passe très certainement de drôles de choses au Val de Grâce, entre autres...

A quand la libération des cobayes civils ou militaires ?

Jean-Jacques Barloy.



# mensonge en blouse blanche

On nous avait appris à l'école que le diabète était pratiquement maîtrisé depuis la découverte de l'insuline et il y a quelque cinquante ans. Ce n'était que du bluff : les pauvres diabétiques étaient fort mal soignés à l'aide d'insulines de vache et de cochon. Ce n'est pas Mme Hersant-Soleil qui nous l'apprend, c'est la pythie médicale du «Monde», le Dr Escoffier-Lambiotte (le Monde du 26 mai, p. 13). Elle avait le devoir de secourir cette fraction souffrante de l'humanité, elle accourt avec la promesse d'une prochaine insuline humaine, tellement plus moderne, tellement plus rationnelle (encore que jamais essayée dans la pratique...). Encore un Progrès de la Science à porter au crédit du Dr Escoffier-Lambiotte et de la discipline à laquelle elle voue une tendresse particulière, la Biologie Moléculaire. Discipline de pointe, bien française, choyée en la personne de Jacques Monod par le général de Gaulle soi-même. Discipline qui a failli, il y a peu, vaincre l'horrible fléau de la grippe. Le Dr E.L., et accessoirement les chercheurs de l'Institut Pasteur de Paris, avaient imaginé de sauver les finances de l'Institut en calculant d'avance les mutations qui devaient affecter le virus de la grippe l'année prochaine, dans deux ans, dans trois ans, etc... On devait préparer dès maintenant (et commercialiser aussitôt) les vaccins correspondants. C'était l'époque où il était question de rendre les vaccinations obligatoires, on pouvait donc compter sur de grosses rentrées d'argent et on n'aurait pas de mal à obtenir des crédits pour reconstruire le vénérable institut.

## PETIT ROBOT QUI VA VENIR...

Les bâtiments sortirent de terre et furent achevés, mais hélas, le triomphe de la Biologie Moléculaire française n'eut pas lieu. Le virus avait-il refusé de muter comme calculé ? Les vaccinés étaient-ils morts en plus grand nombre que prévu ? Toujours est-il que le Dr E.L. ne nous a plus reparlé de cette conquête de la Science. Il fallait pourtant meubler les nouveaux bâtiments. On y logea la fille cadette de la Biologie Moléculaire, qui se nomme

manipulation génétique ou encore ingénierie chromosomique. Le modeste but de cette science très appliquée est d'améliorer le monde vivant. Y compris cette détestable espèce humaine qui produit tout le temps des déviants n'entrant pas dans les cases prévues par les Lois en vigueur (lois civiles, criminelles et scientifiques). Les puissants moyens fournis jusqu'alors par la Science (chimio-thérapie, notamment par les neuroleptiques ; lobotomie ; privation sensorielle mise au point par les psycho-physiologistes américains puis ouest-allemands) se révélèrent insuffisants pour obtenir un matériel humain homogène, tel que prévu par Aldous Huxley (Brave New World) ou par George Orwell («1984»). Grâce à la théorie franco-américaine de l'hérédité, on était sûr d'arriver enfin à fabriquer, dès l'ovule ou le spermatozoïde, le Français (ou Américain) idéal, parfaitement reproductible, obéissant parfaitement aux statistiques, bien adapté au langage des ordinateurs. L'expérience accumulée par application des trois méthodes citées plus haut garantissait qu'on ne ferait pas de fausse manœuvre en fabriquant l'Homme parfait : on aboutirait d'emblée à des individus intégrés à l'Ordre du Monde (et de l'État) ordre parfait par définition, puisque conçu par l'élite scientifique. Qu'on nous pardonne cette petite fantaisie grainçante. Elle prétend reproduire le modèle courant de l'exposé des motifs qu'on rédige pour obtenir des crédits de recherche de la part des gouvernements et des fondations privées. Vous devez comprendre sous peine d'être de mauvais esprits, que ces crédits sont uniquement destinés au Progrès de la Science, même si accessoirement ils servent à améliorer le traitement des chercheurs et payer leurs voyages (professionnels, bien entendu) en Australie, au Japon ou en Afrique du Sud. Ayant ainsi justifié les vastes perspectives, revenons aux sordides réalités. Dans le petit monde de la Biologie Moléculaire, la compétition est sévère : n'est-on pas, en effet, à l'extrême pointe de la Pensée Occidentale et, par conséquent, de la gloire (avec un traitement en rapport) et du pouvoir sur les masses ignorantes ? Aussi ne s'étonnera-t-on point

que d'obscurs tâcherons américains aient grillé sur le poteau les grands spécialistes français de la manipulation génétique. Rançon impitoyable de l'élévation d'esprit de nos savants nationaux ! Mais rien n'est perdu tant qu'on dispose des lumières de la spécialiste médicale du «Monde». En un tournemain, elle explique aux pauvres primaires d'outre-Atlantique ce qu'ils ont fait et quelle grandiose perspective s'ouvre, grâce à elle, devant leur découverte. Laquelle consiste (retenez votre haleine et soyez respectueux) à ce qu'un jour, peut-être, un certain microbe, Escherichia Coli, se mettra à fabriquer de l'insuline de cochon ou de rat. Bref, grâce au Dr Escoffier-Lambiotte, la Biologie Moléculaire française continue à dominer le monde.

## AUTO PORTRAIT

Laissons tranquille, pour le moment, la chroniqueuse scientifique du Monde (non sans demander à Lacan d'analyser les rapports entre elle et l'auteur de ces lignes) et passons à un autre grand secteur de la Science française : la physique nucléaire. L'exposé sera aussi mal documenté, aussi subjectif que le précédent : le lecteur sérieux devrait abandonner ici (si ce n'est déjà fait) et se reporter, par exemple, à la collection complète de la Gueule Ouverte. Pour ménager les lecteurs moins sérieux, pour faire redescendre leur tension qui risque de trop monter, pour égaliser les chances, l'auteur propose, à titre d'interlude, une petite séance de striptease dans le style du dernier numéro d'Impascience.

L'auteur est un parfait exemple du scientifique raté, aigri, envieux. C'est le meilleur matériel pour fabriquer les renégats, les serpents-qu'on-réchauffe-sur-son-sein. Elevé dans la vénération de Descartes, Voltaire et Louis Pasteur, il n'eut jamais ni la puissance intellectuelle ni la persévérance voulues pour approcher un tant soit peu de ses modèles. Il ne sut pas reconnaître la lueur de sagesse qui le visita dans les années 45-50 lorsqu'il participa à la campagne de Stockholm contre la bombe atomique et s'inquiéta - déjà - du danger que présentait l'atome «pacifique» de l'époque. Le pauvre crétin, dès que l'URSS eut sa bombe, replongea sa tête dans le sable de la recherche scientifique quotidienne. Les pavés de mai 68 éventrèrent sa petite taupinière. En compagnie des jeunes contestataires américains de 1969-70, il commença à blasphémer sa déesse, la Science. Repris par la fièvre de mai qui s'apaisait, il fut grossièrement infidèle à son maître le CNRS. Celui-ci continuait néanmoins à lui payer un salaire dont il avait vainement dénoncé, dès 68, le montant scandaleux. Le cri angoissé de Fournier, dans les premiers numéros de la G.O. n'éveilla guère d'échos dans cette pauvre cervelle de scientifique. Il fallut attendre les ricanements sardoniques d'Arthur, entrecoupés de ses bons sourires, pour lui ouvrir définitivement les yeux et lui montrer où était sa vérité. Ajoutons - comble d'ignominie - que l'auteur, tout en vilipendant la science, continue de toucher un salaire confortable du CNRS et ne paie plus ses impôts depuis cinq ou six ans. Un humoriste russe du temps de la Révolution de Kronstadt (1921) pensait peut-être à ce genre de confession en écrivant : «la veuve du sous-officier s'est donné les verges à elle-même».

## LE JEU DES DEUX ATOMES

Le lecteur est maintenant mieux armé pour résister aux paradoxes de l'auteur, dont le principal s'énonce comme ceci : l'humanité étant condamnée à terme, du fait de sa bêtise et surtout par la faute des jeux criminels de ses savants, on doit arrêter immédiatement toute recherche scientifique et technologique si l'on veut faire durer un peu plus longtemps son agonie. On n'a pas le temps aujourd'hui

de développer ce théorème. Il faut être sérieux et préparer Malville. Mais on ne va pas se battre sur le terrain de l'adversaire, celui de l'information chiffrée et cloisonnée. Avouons notre préférence pour la confusion et les coups bas. Ça fait plus mal que les controverses d'experts. Il est urgent d'effacer dans notre tête l'opposition entre l'atome guerrier et l'atome pacifique. L'enjeu est le même : un sursis à la mort de l'espèce humaine, mort lente ou instantanée, suivant le cas. Le profit est le même aussi, pour les multinationales qui travaillent dans les deux branches : bonne rentabilité des capitaux investis (un peu moins bonne, peut-être depuis les foudres de Carter) ; concentration du pouvoir de décision dans les mêmes mains. Les moyens sont analogues : chantage à la pénurie d'énergie dans un cas, chantage à l'extermination dans l'autre ; et dans les deux cas, quadrillage, lavage des cerveaux et flicage indéfiniment intensifiés.

Si nous autres avons joué si longtemps le jeu des deux atomes, il n'en est pas de même des décideurs. Dès 1939, Joliot-Curie, futur apôtre de l'atome pacifique, manipulait, dans les caves de l'Institut de Biologie physico-chimique de Paris, des kilos de minerai d'uranium (qu'il enrichissait sans doute par le procédé «propre» inventé ces jours-ci pour les besoins de Giscard à Londres) et rêvait de la future bombe atomique, s'émerveillant comme un vulgaire Leprince-Ringuet, du nombre d'ennemis (Allemands à l'époque, aujourd'hui Soviétiques) qu'elle serait susceptible de tuer.

Les scientifiques sont devenus plus circonspects. Les inconditionnels de la science, telle Escoffier-Lambiotte, vous diront (en oubliant la bombe A) que les recherches sur la fission nucléaire sont bénéfiques puisqu'elles nous permettent d'avoir des bombes au Cobalt pour soigner les cancers (en oubliant que les leucémies chez les travailleurs de La Hague ne sont guéries ni par le cobalt ni par rien d'autre). Et qu'on n'aille surtout pas accuser les savants ! Questionné sur la responsabilité de ceux-ci dans les essais nucléaires français de Mururoa, Alfred Kastler, prix Nobel de physique répondit : «Les savants n'y sont pour rien. Ce sont les techniciens qui font tout».

## POUR NOTRE BIEN... ET POUR LE LEUR

Rassemblons un peu nos paradoxes. Nous sommes bien des Don Quichotte, mais nos ennemis ne sont pas des moulins à vent abstraits tels que l'Armée, l'État, le Capital, la Science, etc. Ce sont des ennemis qui savent ce qu'ils défendent, qui ont peur de voir s'effondrer le château de cartes complètement bidon qu'ils ont construit pour nous dominer. Nos armes - nullement contradictoires, mais complémentaires - s'appellent : lutte de classes, refus de la consommation, esprit libertaire. Les leurs sont le respect dû à l'autorité, le savoir jalousement réservé à leurs fidèles, l'obéissance aveugle de leurs chiens de garde. Leur système culmine dans le projet de société du plutonium qui à la fois porte au maximum leur domination sur nous et les garantit contre toute velléité de révolte future. Nous avons bien raison d'attaquer le sommet de la pyramide, Super Phénix. Mais nous trouverons devant nous, outre Boiteux et ses CRS, les dignitaires du système tout entier : Henu, Saunier-Séité, Chirac, Ornano, ce faux d'arche de Kastler avec Leprince-Ringuet, le baron Empain avec Roux... Et dans la coulisse, les chers confrères qui manipulent nos gènes ou préparent des gaz incapacitants, ainsi que leurs thuriféraires style Escoffier-Lambiotte. Tout ce monde-là n'a qu'un mot à la bouche : «c'est pour votre bien». Il faut qu'on soit nombreux, le 30 juillet à Malville, à leur dire que ce bien-là, ils peuvent se le foutre au cul.

Pierre-Jacques



# chronique malvillesque

Ne pas se tromper de guerre nous raconte l'ami Radanne dans l'article qui suit.

Ne pas se tromper de guerre ont répondu les comités Malville, lançant, après de houleux débats, le projet d'un rassemblement-marche massif et pacifique.

Ne pas se tromper de guerre, mais ne pas éviter la bataille, nous ont appris (entre autres) les paysans Nantais en prison pour «fait de désobéissance civile».

Sur le papier, nous pouvons tout vaincre.

Sur le papier, nous pouvons oublier la réalité du moment, le contexte historico-politique et même nos propres inhibitions.

Sur le papier, la peur n'est qu'un fantôme et le CRS, un tigre de papier qu'il convient de supprimer sans prendre de gant.

Sur le papier, les histoires d'amour sont lumières et, il va de soi, qu'une autogestion amoureuse mènera la foule malvillesque vers l'orgasme de la réussite.

Sur le terrain, les crosses des mousquetons sont plus ou moins dures, surtout, les événements et les hommes surprennent, étonnent, pour peu qu'on n'ait pas veillé à trop censurer ses capacités d'émerveillement.

... Les choses étonnent si bien, qu'un jour de juillet 76, des gens «désablent» un car de gardes mobiles, sans plus de manière ni calcul....

Les choses étonnent si fort que certains ont cru bon, à partir d'un fait tout petit, tout vécu dans l'enthousiasme, d'en faire le symbole de la grande collaboration non-violente.... Qu'on se garde tout de même de trop crier «Haro sur le baudet !» il arrive que le dit baudet, excédé, balance son pied ferré au cul de tous les aboyeurs....

Malville 77, ni Brokdorf, ni Grondhe, non plus Malville 76....

L'essentiel étant de se «battre», encore fallait-il le faire et ne pas s'excuser de l'inertie qui mène à l'explosion trente-juilletarde....

L'explosion est de tous les jours (voir la manif. des élus) elle est à inventer (confère le papier Neyrpic, tout plein de pistes...) elle se nourrit d'histoire (voir les deux schémas, population-kilomètres et démarche administrative de construction...)

La lutte Malville, désormais, est montée sur rail mais c'est au Pellerin que la prison tient chaud....

Vous savez à Malville, hé bien, les bleuets poussent de l'autre côté du grillage....

Asselin.

## ALSTHOM

GROUPE CGE

28, avenue Kléber, 75784 PARIS CEDEX 16

engineering nucléaire : GAAA  
réacteurs à neutrons rapides : GNR  
chaudronnerie et mécanique lourde : NEYRPIC - TAMARIS  
fonderie d'acier : ATELIERS ET FONDRIES DE TAMARIS  
pompes, compresseurs et robinetterie : RATEAU  
turbo-alternateurs : ALSTHOM BELFORT - RATEAU  
séparateurs surchauffeurs : STEIN INDUSTRIE  
condenseurs : DELAS  
électricité, contrôle, instrumentation : CGEE ALSTHOM  
transformateurs : ALSTHOM-SAVOISIENNE  
appareillage électrique : DELLE ALSTHOM - UNELEC

## NEYRPIC

### PARTICIPATION AU PROJET SUPERPHÉNIX

NEYRPIC est chargé d'études pour la réalisation de la chaudière de la centrale Superphénix (1200 MW à Creys-Malville - France).

La complexité de cet ensemble et les conditions de calcul très sévères entraînent un volume d'études et de calculs très important.

En plus des conditions habituelles de calcul, il faut tenir compte :

- de calculs de tenue aux séismes dans des conditions sévères.
- de la tenue de l'ensemble à l'ADC.
- de contraintes thermiques élevées dues à l'existence des circulations chaudes et froides de sodium et de très nombreux différents cas de cyclage thermique pour les mises en marche et arrêts du réacteur.
- des possibilités de vibration des structures dans les écoulements.
- et d'une façon générale, du respect de conditions de sûreté très sévères.

Tous ces calculs sont à entreprendre pour la plupart des composants.

En outre, certains de ces composants nécessitent des études d'exécution très longues et très détaillées.

#### 1. La dalle

- Diamètre extérieur : 25,77 m
- Diamètre de la traversée du GBT : 12,042 m
- Hauteur partie courante : 2,9 m
- Attente de cuve principale : Ø 21 m
- Attente de cuve de sécurité : Ø 22,45 m

Elle assure :

- le supportage et le positionnement de l'ensemble du bloc-pile et de ses composants.
- l'accrochage de cet ensemble au béton du Génie Civil.

#### 2. Les bouchons tournants : grand (GBT) et petit (PBT)

- diamètre du GBT : 12,4 m
- diamètre du PBT : 7,64 m
- hauteur totale (non compris les charpentes support d'alimentation en électricité et fluides) : 5,6 m
- poids net GBT : 9211
- poids net PBT : 5281

Ils assurent les mêmes fonctions que la dalle sur laquelle ils sont implantés :

- étanchéité du réacteur.
- protection biologique et thermique du hall de pile.

Ils permettent la manutention des assemblages du cœur par l'intermédiaire des machines de transfert. Ils supportent et positionnent le bouchon couvercle-cœur (BCC).

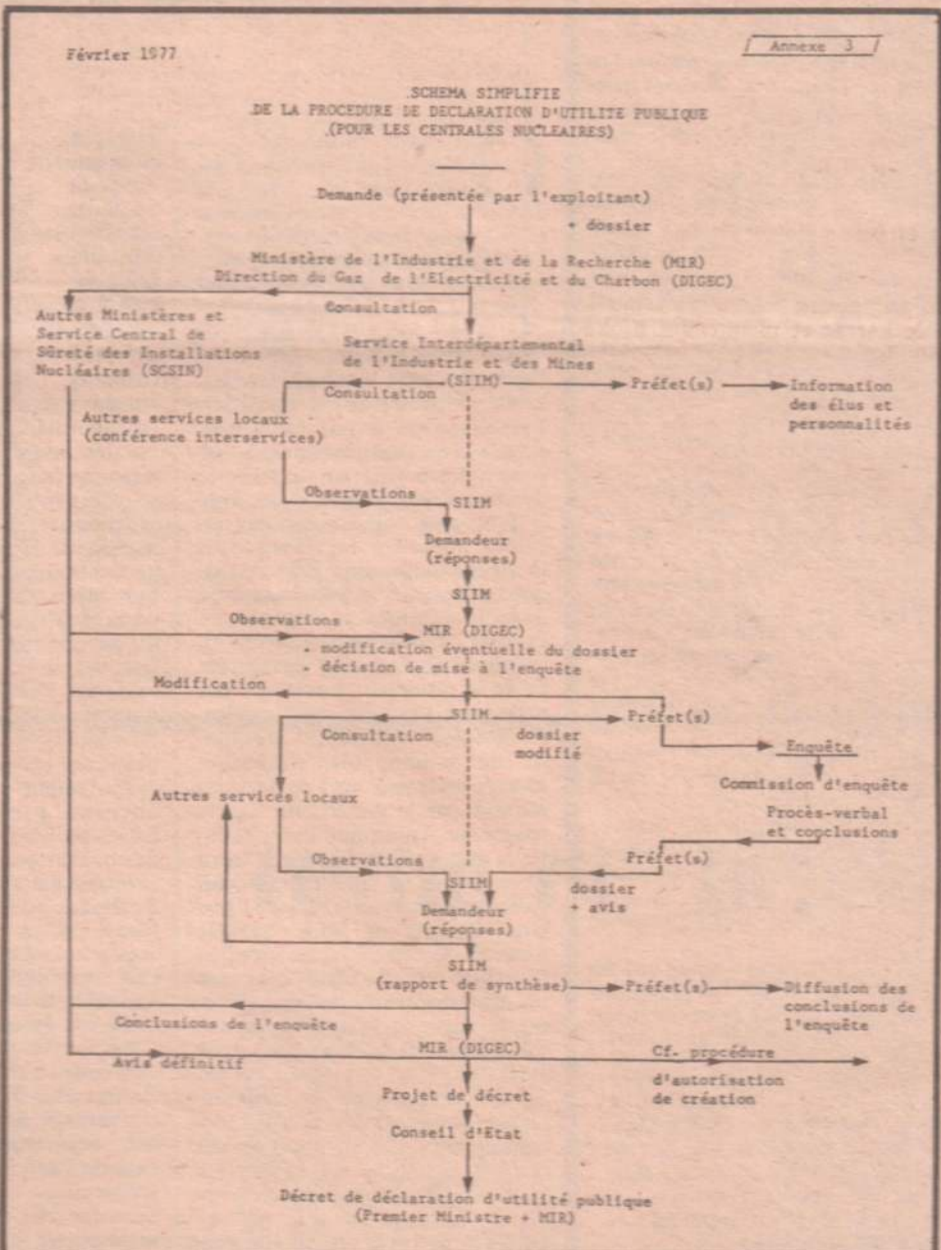
#### 3. Le bouchon couvercle-cœur

- diamètre maximum : 4,55 m
- hauteur : 11,45 m
- poids net : 1881
- poids brut : 2951

Le bouchon couvercle-cœur porté par le PBT assure :

- le supportage et le positionnement de l'instrumentation du cœur.
- le supportage et le positionnement des mécanismes de barre et des dispositifs de mesure en pile.
- la déviation des jets de sodium à la sortie des assemblages au moyen d'une plaque épaisse constituant le couvercle-cœur proprement dit.

SP. Aff. 9593 - 3 DNP - Octobre 1975



1

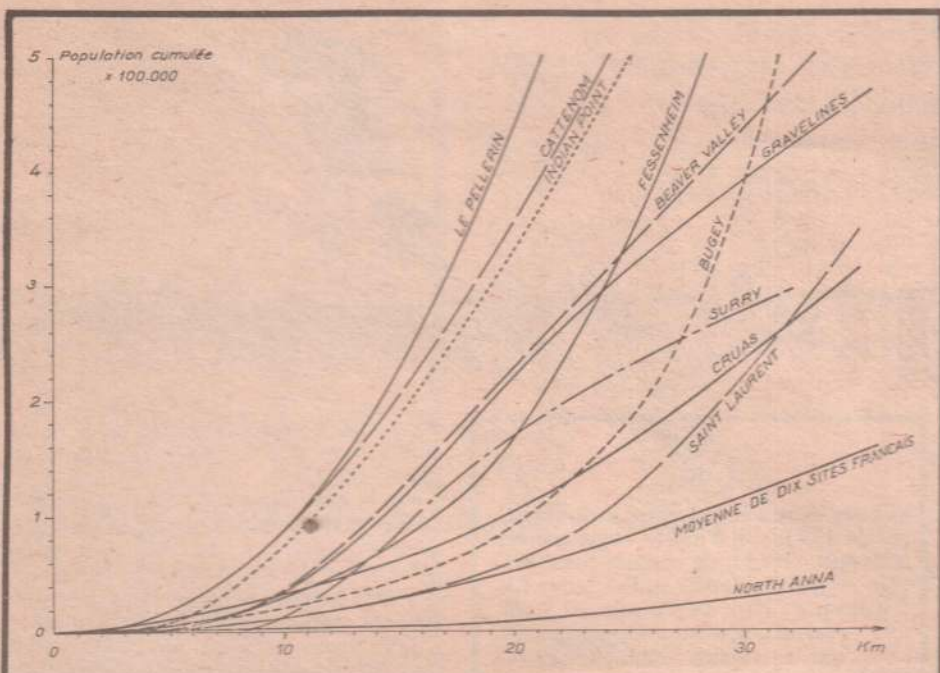
● Document N. 1 : Alsthom - Neyrpic.  
Ce document ne peut avoir qu'un intérêt «illustration photographique». Sachez toujours qu'il concrétise la participation de la société grenobloise à la construction de superphénix... et qu'il ne s'agit plus de travaux préparatoires. A l'usine grenobloise le 8 juin 77 : une alerte à la bombe.. La presse a censuré.  
Pour bricoler anti-Malville une adresse à noter : Carrières Chalumeau S.A. - 4 route de Champagnole Perrigny. B.P. 133 - 39004 Lons le Saulnier Cédex - Cette société s'occupe de fournir du sable (d'une granulométrie très précise) pour la construction du radier de Superphénix....

2

● Schéma qui en dit long sur la démocratie présidant à l'installation d'une centrale. «en gris» la part du peuple.... Le reste appartient à la technocratie....

Prochaine réunion du comité de Coordination le samedi 2 juillet à 10 h, salle des fêtes de Villebois. Y venir plus en informateur ( où en sont les comités, nouvelles des jumalages, projets, suggestions, état des forces, etc... ) qu'en consommateur de directives.





3

● Ces courbes mettent en évidence le choix délirant du site du Pellerin. Trop de monde, dans un rayon trop court autour de la centrale (si elle se bâtit !).

## malville n'est pas brokdorf

Malville est devenu le symbole de la lutte antinucléaire en France, il faut qu'en août, quelque chose de décisif se passe et que le projet de superphénix soit abandonné. A partir de ce constat unanime, chacun va de son conseil : il faut foncer, il faut occuper le site, il faut être non-violent, il faut mobiliser la population... Pour convaincre, chacun choisit ses modèles, on en appelle à d'autres symboles : Wyhl, le Larzac et maintenant Brokdorf et Grohnde. Malheureusement à vouloir trop convaincre, on finit par déformer complètement les événements. Maintenant des stratégies s'élaborent sur ces erreurs. Avec Françoise d'Eaubonne beaucoup sonnent du clairon, pour le grand soir d'été, tirant des dernières manifestations allemandes une leçon fautive. Certaines explications s'avèrent donc nécessaires.

### BROKDORF ET GROHNDE

Tout d'abord, lorsque l'on parle des événements de Brokdorf, il y a une constante confusion entre les diverses manifestations violentes et non violentes. Les manifestations spectaculaires auxquelles fait référence la presse eurent lieu à Brokdorf le 13-11 et le 12-9 et le 18-3 à Grohnde. Elles furent prises en considération par la presse et le public à cause surtout de la forte charge de police et la consolidation impressionnante du système de défense des sites, les transformant en places fortes. Les manifestations ont révélé au grand public la mise en place d'une société policière. Au-delà du nucléaire, il y a même préparation de l'état allemand à une situation de guerre civile : en plus de la participation des vigiles des centrales de plus en plus nombreux et équipés, des forces de police venues parfois de l'autre bout de l'Allemagne, on a relevé la présence de soldats spécialisés pour la protection des frontières (notamment ceux qui montent la garde vers l'est), de « corps d'aide techniques ». Les seuls corps de police présents à Brokdorf représentent 1 % des effectifs de l'ensemble de la RFA.

Le système de défense des sites a été considérablement amélioré. Il n'a plus rien à voir avec les misérables protections du site de Wyhl d'il y a deux ans. Une chose a été clairement démontrée par la police : même avec 100 000 manifestants, il est impossible d'envahir un chantier bien défendu, sauf au prix d'un plus grand nombre de blessés.

Déjà à la seconde manifestation de Brokdorf (en février), on a vu le KB (Kommunistischer Bund) empêcher un autre groupe (le KBW, Kommunistischer Bund Westdeutschlands) d'attaquer la police et la protéger. Les manifs violentes sont l'œuvre de quelques groupes ou individus très militants des grandes villes ou descendus des facs et non celle de la population locale.

La manière dont la presse et les institutions ont monté en épingle ces manifestations est très trouble. Il faudrait faire attention à ne pas se faire dicter sa tactique de lutte par la police ! N'avons-nous pas nos propres expériences de lutte (avec la non-violence et en utilisant notre imagination) ? Ces moyens ont, eux, fait leurs preuves dans les luttes contre les centrales nucléaires. Ils n'ont pas qu'une seule dimension et ne sont pas aussi faciles à prévoir et à canaliser que la violence.

L'usage de la violence à Brokdorf et à Grohnde fut un choc pour les participants et provoqua une longue discussion dans les groupes et l'opinion publique jusqu'à ce que le gouvernement prenne la décision de mettre en veilleuse le programme nucléaire.

Mais on a pu discerner d'autres conséquences, elles sont très alarmantes. Avec l'usage de la violence, il y a eu scission dans le mouvement antinucléaire. Ainsi une manifestation « militariste » eut lieu à Brokdorf et une « non-violente » à Itzehoe. La presse s'est ensuite emparée de cette division, insistant sur les manifestations violentes pour discréditer le mouvement dans son ensemble.

Les représentants des « Bürger initiativen » (associations de défense locale) se désolidarisèrent des actions dures et une fois de plus, le commun des mortels éprouvait de la sympathie pour les Bürger initiativen et de l'indignation contre la violence ; beaucoup « comprirent » la protection du site par la police. Cette compréhension fut renforcée en mars quand à Grohnde, beaucoup de manifestants « armés au nom du peuple » participèrent à la manifestation.

Maintenant tous les groupes reconnaissent que l'unification du mouvement antinucléaire doit redevenir la préoccupation essentielle. Pour cette unification, le soutien des Bürger initiativen est absolument indispensable parce qu'ils représentent l'implantation réelle des idées antinucléaires dans la population. Il est clair que l'usage de la violence détruit ce contact. Et puis l'arbre ne doit pas cacher la forêt : les grandes manifestations coûtent de l'énergie. En dehors de ces manifestations, il y a eu l'année passée d'autres manifestations de masse contre la loi interdisant l'avortement, les interdictions de profession.

Une grande action chasse l'autre sans toujours avoir d'influence durable. La priorité est à accorder au travail de base, pas seulement aux moments forts dont s'empara la presse. Il faut maintenant des actions décentralisées qui seules sauront renforcer l'implantation du mouvement. Faute de celles-ci, il disparaîtra comme le mouvement d'opposition antiparlementaire qui secoua la RFA en 68. Cette orientation fut amorcée à Pâques lorsque furent organisées des promenades contre les centrales nucléaires afin de recontacter les habitants.

Parallèlement à Brokdorf et à Itzehoe eut lieu en février une première manifestation à Grohnde qui permit une occupation temporaire et réussie du site. Même si cette action ne fut pas reprise par la presse bourgeoise, elle eut un certain succès et permit un important dialogue avec les Bürger initiativen.

A partir de là, essayons de tirer un bilan : - les événements de cet hiver ont frappé toute l'opinion publique. Par là, ils ont eu un impact positif. C'est incontestable.

- Les manifestations ont démontré simultanément la liaison société nucléaire-société policière et l'impossibilité de lutter contre cette société policière avec ses armes. Ce dernier fait n'a pas été compris en France.

Brokdorf et Grohnde avaient pour objectif lors des combats l'occupation des sites en construction. Ces manifestations se sont soldées par des échecs. Les places fortes n'ont pas été prises. Est démontrée ainsi l'impossibilité d'occuper des sites dont les chantiers sont déjà avancés.

- Des partis d'extrême-gauche voyant dans le mouvement antinucléaire la contestation la plus puissante actuellement ont cherché à la canaliser (KPD Kommunistische Partei Deutschlands). Ce fait n'est pas spécifique à l'Allemagne. (On constate le même entrisme de la LCR et de l'OCT dans la coordination Malville).

En somme, si une manifestation violente peut avoir lieu à Malville, elle peut avoir l'avantage de frapper l'opinion en profondeur. Par contre, si son but est de prendre le site lui-même, alors là, les gars, vous vous gourrez. Depuis 68, la police a changé. Le mythe quarante-huitard du combat de rue est démodé. Face à la police, on ne peut plus faire le poids. On ne peut choisir la violence que dans la perspective d'affrontements quasi-militaires.

### UNE STRATÉGIE NON-VIOLENTE

Si, comme on l'écrit partout, le but de la manifestation, c'est l'entrave du chantier, alors là, la non-violence est la seule stratégie possible. Car la charge du Pont de Chogne a démontré l'an passé que la brutalité policière contre une manifestation non-violente est inefficace car mal ressentie par une population qui, comme à Bouvesse, ce soir-là, se montra plus solidaire que jamais.

## les élus aux champs

Malville, le blé, les bleuets, les coquelicots ainsi que le grillage vert, les poteaux en béton, les grues et les baraquements (qu'on prendrait pour des casernes, à moins que ce ne soit le contraire) sortent de terre et s'épanouissent bien mieux que le béton. En fait de surgénérateur, on assiste à l'élaboration d'un camp retranché auquel il ne manque (mais cela ne saurait tarder!) que deux ou trois profils de miradors concentrationnaires.

Sur quels fantasmes E.D.F. a-t-elle senti le besoin de doubler ses barrières, de niveler un chemin de ronde et d'installer une résidence secondaire pour CRS juilletards ?

Tout cela les élus de l'Ain, de l'Isère, et quelques-un de la Savoie, ont pu le constater de visu. Une centaine d'entre eux, membres et futurs membres de « l'association interdépartementale des élus locaux opposés au projet Super Phénix » (AIELOPSP !), avaient organisé ce samedi 18 juin un pèlerinage nucléaire avec stations dans les communes en voie de surgénération entre les deux pôles malvillesques, le pôle pouvoir centralisé : la sous-préfecture de La Tour du Pin, et le pôle technocratie avancée : le belvédère (privé !) qui domine le site de la (future !) centrale.

Ces élus représentant les populations de plus de 40 communes ont apporté une motion au sous-préfet de La Tour du Pin qui, comme prévu, avait refusé de les recevoir. Le cortège de quelques cent voitures, pleines de gens parés de bleu blanc rouge, s'est payé le luxe de traverser les jolis villages de Creys et de Malville... ils avaient aussi démarré le cortège dans la ville de M. Durand, Morestel, maire peu farouche rapport à EDF. Est-ce son appartenance, apolitique de droite, qui le rend ainsi ?

Il s'agit là, non d'une fête-manif anodine, mais bien de la résultante de trois

L'an passé, l'appel pour la manifestation était « Occupation du site ». On a vite perçu que l'occupation du site n'était pas l'objectif essentiel. Et dans une certaine mesure, la dispersion des manifestants par la police quatre jours après l'entrée dans le site nous a obligés à établir le contact avec la population.

Le débat violence/non-violence cache en fait une erreur d'objectif. Quel est l'objectif de la manifestation de juillet à Malville pour obtenir l'arrêt du chantier ? C'est l'entrave du chantier par la population et les militants et ce, pour une longue durée. EDF veut protéger Superphénix de la population, la population doit se protéger de Superphénix et le rejeter en le coupant du territoire qui l'entoure (réaction de rejet toute biologique).

Le 31 juillet, la manifestation doit créer le choc psychologique qui permettra de mobiliser pour l'organisation de l'entrave du chantier. Si les organisateurs s'avèrent incapables de programmer des actions cohérentes dans cet objectif au-delà du 31 juillet, ils prendront la grave responsabilité d'encourager les débordements et la violence, car alors l'occupation militaire du site apparaîtra à beaucoup la seule action possible. Malville, nous le savons, peut très mal tourner.

Par contre, si des propositions d'actions sont faites le premier août à isoler le chantier et à l'entraver, les manifestants feront preuve à n'en pas douter de maturité politique (comme ils l'ont fait l'an passé). L'espoir est permis. Ce qui a peut-être le plus frappé les habitants de l'Isère l'an passé, c'est de voir une foule de 20 000 personnes qui réfléchit, une foule qui a cru en eux.

Je n'ai peut-être rien compris, mais ce que l'écologie a de meilleur, c'est son respect de la diversité et le fait de choisir toujours une stratégie adaptée au milieu, à la situation. Les maos ont raison. Soyez à Malville comme des poissons dans l'eau et ne revenez pas surtout à la stratégie sommaire employée par les armées de conquête.

P. Radanne  
C. Beulhausen  
Amis de la Terre

ans de contestation active. Ces élus seront présents le 30 juillet, on peut le croire, résolument... et leur électeurs avec !

ASSELIN

### TEXTE DE LA « MOTION DES ÉLUS »

Les élus locaux de l'Ain, de l'Isère et de la Savoie, rassemblés le samedi 18 juin en une manifestation digne, pacifique et apolitique exigent :

- L'ARRÊT IMMÉDIAT des travaux de construction de la centrale « Super-Phénix » de Malville.

- UNE INFORMATION CONTRADICTOIRE ET IMPARTIALE (c'est-à-dire indépendante de l'EDF et de la NERSA).

- UNE CONSULTATION DES POPULATIONS de la région dans un rayon d'au moins 50 km et couvrant la zone de risque.

- Que les plans ORSEC-RAD (organisation des secours en cas de radiations) relatifs à Bugey et à « Super-Phénix » soient déposés sans délai dans toutes les mairies puisque les maires sont chargés de la sécurité publique donc de l'application de ces plans.

NOTA : Nous invitons tous les conseils municipaux à reprendre les termes de cette motion sous forme de délibération.

### EN ATTENDANT LE 30...

Les comités locaux de la région Malville organisent une fête à Briord (dans l'Ain...)

Inutile de dire à tous les musiciens, vieillards, cabretteurs et cie qu'ils seront deux fois les bienvenus... Une fois pour la musique qu'ils voudront bien jouer, une deuxième fois pour le petit gamay qu'ils accepteront de déguster...

... Gens de la région, annoncez le partout. Même qu'on y mangera du bio et qu'on y théâtrera...

Une date : le 3 juillet...

Contact : Vincenzini Poleyriou 38510 Morestel



# agriculture et écologie



Même si la session des 7 et 8 mai aux Circauds n'a pas permis de beaucoup avancer sur le thème de «l'agriculture biologique face à l'écologie politique» (cf le compte-rendu que j'en ai fait dans le N.133 de CNV : les lecteurs de la GO intéressés peuvent se le procurer au prix de 2F.), elle reste un point de départ pour ceux qui essaient de dégager une attitude commune et des perspectives d'action face à l'évolution actuelle de Nature et Progrès.

La présence d'une majorité de gens finalement peu motivés à noy les débats ; et s'il y a eu quelques perspectives concrètes amorcées (comme la proposition du financement de conseillers techniques indépendant en agrobio, pris en charge par les coop-bios), ces propositions venaient de camarades représentant la seule région Rhône-Alpes, les représentants des autres régions étant quasi-absents alors que des camarades et des groupes d'un peu toute la France avaient été pressentis.

La première raison que l'on peut voir à leur absence, c'est que beaucoup étaient pris par les travaux de la terre (pendant l'un des rares week-end sans pluie de ce printemps). Il y avait peut-être un problème d'entente entre les gens intéressés sur une date et un lieu permettant la venue d'un maximum d'entre eux. A ce propos, je pense qu'il y a à résoudre un problème sur la forme de l'information et sa teneur : comment la rédiger pour que viennent (ou se fassent représenter) au maximum tous ceux qui sont concernés et seulement ceux là ?

Mais je crois qu'il y a une deuxième raison plus profonde : d'une certaine manière le thème donnait des perspectives trop larges. Ainsi aux Circauds, lorsqu'on a soulevé la question de la nécessaire liaison entre agrobio et réflexion politique, certains ont objecté que pour beaucoup de paysans, si on commence à les effrayer en leur parlant politique, on risque de les bloquer et de ne pas pouvoir leur parler des techniques en agriculture biologique. De même, il y a eu un débat entre ceux qui pensent que l'agrobio est incompatible avec du matériel lourd et des grandes surfaces. En fait, il y a là deux faux problèmes, si l'on pose ces questions d'une manière contradictoire au lieu de les envisager d'une manière dialectique, la réponse étant à trouver cas par cas sur le terrain.

Le tort que l'on a souvent, c'est de raisonner comme si l'on allait apporter la bonne parole aux paysans, comme si on était l'avant-garde d'une nouvelle agriculture, alors que si certains d'entre nous sont exploitants agricoles, rares sont ceux qui sont paysans. C'est entre nous que nous devons essayer d'avoir une conception politique claire (hum !) de l'agriculture en général et de l'agrobio. Et c'est à partir de là que l'on pourra dialoguer avec les paysans. On peut noter à ce propos que les paysans-travailleurs ont amorcé ce débat dans le numéro de juin de «Vent d'Ouest» («l'agriculture biologique ? pourquoi ? pourquoi pas ?»). Ce numéro peut être commandé contre 4 F. au 36 rue de la Croix-Nivert, 75015 Paris).

Je propose donc une nouvelle rencontre sur le thème «l'agriculture biologique face à l'écologie politique» destinée à mettre en place une structure de liaison, de réflexion et d'action. Mais avant d'organiser cette rencontre, il faut d'abord un important échange de courrier entre tous ceux qui ont une expérience pratique de l'agriculture biologique ou sont liés de près à ces expériences :

- les «contestataires» de Nature et Progrès qui, s'ils sont minoritaires, représentent la fraction la plus active de cette association et voudraient défendre une agriculture biologique moins puriste, ouverte aux préoccupations de l'ensemble de l'agriculture, dans une optique politique au sens large, c'est-à-dire en relation avec les courants écologiques.

- des gens qui travaillent dans des métiers para-agricoles (enseignement, recherche, conseil technique...) et qui veulent, souvent par choix politique, réfléchir à partir de leur boulot à ce que pourrait être une autre agriculture, une agriculture écologique.

- des représentants de coopératives de bouffe, des animateurs de Maisons de Jeunes qui travaillent à faire connaître les problèmes agricoles, etc...

Yves Le Pape qui était à l'origine de la session des Circauds centralisera et répercutera le courrier (adresse : app. 7410, 150 Galerie de l'Arlequin, 38100 Grenoble). Il propose comme base à la discussion, la mise en chantier d'un dossier consacré à l'évolution actuelle des différents «modèles» agricoles («chimiques» et «bios») étudié d'un point de vue qu'on pourrait qualifier schématiquement d'écologique et autogestionnaire. Chapitres envisagés :



Si vous voulez voir de près les ambiguïtés de Nature et Progrès, vous pouvez aller faire un tour au congrès Santé-Nature 77 qui se déroule au Palais des Expositions de Nice du 28 juin au 3 juillet ; c'est organisé en commun par N. et P., par les «Mains Vertes», et par C. O.S.E.C.O. Ça sera vraiment l'hyper-marché du naturel, où se côtoient le meilleur et le pire. Il y aura un marché exposition de produits bios, produits de beauté, bouquins, artisanat (ne vous inquiétez pas, ça sera cher), des mini-stages de yoga-taille-de-pierre-vitral zen-méditation transcendantale-aromathérapie-jardinage (il ne manque que la bio-énergie), des conférences avec plein de spécialistes des médecines parallèles, des curés, des bouddhistes, des tibétains, des spécialistes de l'agriculture bio, des associations de consommateurs, etc... Il y aura aussi Bombard et Vadrot (de Politique-Hebdo) pour parler de la mort de la Méditerranée, le Dr Odent de la naissance sans violence en pratique ; Dumont (annoncé) ne pourra être présent au débat sur les catastrophes écologiques et les gérères ; le maire de Nice, Jacques Médecin, connu pour son hostilité aux travailleurs immigrés et ses attaches avec l'extrême droite a été contacté, mais en principe ne pourra pas venir et se fera représenter... Comme ça, il y en aura pour tous les goûts ! (le congrès annuel de N. et P. aura lieu les 2-3-4 décembre 77 à Bordeaux).

Renseignements : Nature et Progrès, 3 chemin de la Bergerie 91700 St-Genève des Bois et COSECO 4 Avenue de Poilly 06000 Nice.



- où va l'agriculture industrielle et capitaliste ?
- que pensons-nous de l'agriculture biologique telle qu'elle se pratique aujourd'hui en France ?
- une agriculture écologique est-elle possible, qu'est-ce qu'elle serait, comment y aller ?
- compte-rendus d'expériences actuelles allant dans le sens de l'agriculture : coops

bio, groupements de producteurs, fermes intéressantes (techniquement et politiquement si possible).

- autres expériences : un conseiller Lemaire-Boucher raconte son expérience (c'est possible mais en gardant l'anonymat) ainsi qu'un conseiller agricole classique.

J'y ajouterais quelques points importants dont le premier me semble fondamental :

- agriculture et tiers-monde : une agriculture écologique peut-elle être une solution à la famine ? Réciproquement, l'agriculture traditionnelle des pays dits sous-développés n'a-t-elle pas des techniques et des outils que nous pourrions utiliser dans notre pratique de l'agriculture écologique.
- une réflexion sur les origines de l'agriculture biologique qui la resituerait dans l'histoire globale du développement agricole depuis un siècle.
- une annexe consacrée aux problèmes juridiques de l'installation à la terre et au statut des stagiaires en agriculture.

Il serait important que se manifestent aussi dans cet échange de courrier les «communautaires» et surtout les «réseaux» (comme le réseau d'entreprises autogérées dans l'ouest, l'agence pour le développement des Cévennes, l'association «Vivre dans la Montagne limousine» etc...)

Nature et Progrès (ou du moins Roland Chevriot, le président de son conseil d'administration) a proposé d'aider à la création d'une association qui pourrait «aller plus loin» qu'eux qui sont coincés dans la nécessité de représenter les agrobios et les consommateurs auprès des pouvoirs publics. Il n'est pas sûr qu'il s'agisse là d'une tentative d'évincer les contestataires de Nature et Progrès, ou de les récupérer (comme certains le craignent). Roland lui-même propose la double appartenance aux deux associations. Malgré l'évolution de plus en plus «parlementaire» et «commerciale» de Nature et Progrès, il y règne encore un esprit d'ouverture beaucoup plus large que dans de nombreuses associations de ce type ; en particulier dans les groupes régionaux qui définissent eux-mêmes leurs modalités d'action ; d'autre part sur le plan du travail technique (recherches et application), il se fait beaucoup de boulot à Nature et Progrès et il serait présomptueux de vouloir tout recommencer à côté.

A nous de définir, mais d'une manière souple (dialectique) nos rapports avec Nature et Progrès.

Régis Pluchet

**antirouille...**

**l'étudiant... etc...**

**point noir...**

**ionix...**

**COMBAT NATURE** : N° 28, mai-juin 1977 - 10 F.

Après le numéro de février sur les municipales, où les partis politiques répondaient à dix questions sur l'écologie, celui de mai-juin consacre quelques pages aux résultats des écologistes aux dernières élections, et à une étude sur les zones humides en France : des Marais du Pas de Calais aux étangs d'Aquitaine en passant par le parc de Brotonne, lacs, étangs, marécages disparaissent au profit d'un urbanisme affolant et d'une exploitation de ces richesses, mettant ainsi en danger une flore et une faune menacées. Un numéro intéressant.

Combat-Nature BP 80, 24000 Périgueux Cédex, Abt. 60 F. par an.

**IONIX** : N° 18, 1er trim. 1977.

Ce premier numéro de 1977 fait le point des réunions d'information qui ont eu lieu dans le canton de Ferrette, et donne une liste détaillée des thèmes d'étude

confiés à des groupes cantonaux sur les problèmes d'énergie (nucléaire, et énergie de remplacement). Un numéro intéressant pour ceux qui s'intéressent aux actions du C.S.F.R. et à l'actualité nucléaire dans l'est.

**IONIX**, c/o CSFR, Ecole de Champenay, 67240 Saupes

**POINT NOIR** : N° 3.

Édité par le groupe non-violent de Mayenne, ce numéro 3 est presque exclusivement consacré à l'énergie nucléaire, tout un dossier facilement abordable.

Point-Noir, BP 88, 53100 Mayenne.

**L'AUTOCHTONE** : N° 3 spécial «armées».

En 35 pages, L'Autochtone fait le tour de l'institution militaire et des différentes formes de luttes qui se déroulent à l'intérieur et à l'extérieur. Le numéro 4 doit être consacré plus particulièrement aux luttes de l'été.

L'Autochtone, c/o J.M. Loiseau, 77 Av. Charlotte, 44300 Le Pornichet.

## revue de presse

**L'ÉTUDIANT** : dossier N. 1 «Les Jobs», 10 F.

Sous 48 pages, est rassemblé tout un arsenal des combines et jobs que n'importe quel étudiant peut trouver cet été et tout le long de l'année. 2000 adresses qui permettront de devenir vendeurs, journalistes, veilleurs de nuit ou animateurs de centre de vacances. Pour cet été, il fournit encore des renseignements pour travailler, si des fois vous n'avez pas encore trouvé. Il vous permet déjà de faire les démarches pour l'année prochaine. Les dossiers de l'étudiant, 7 rue Thorel, 75 002 Paris.

**LE PETIT LABORIEUX** : N. 11-12, juin-juil. août-sept. 77, 6 F. L'ancien «Notung» a interviewé Serge Delain, responsable de la revue ciné-photo «Mise au point» qui parle de son journal et de ces confrères ; un article sur un village communautaire dans les Cévennes, le hameau «B» où vivent quatre couples et deux gamins. Le Petit Laborieux, 5 rue M. Aujan, 92300 Levallois.

**INFORMATIONS ET CONTACTS** N. 25, juin 77, 2 F.

I. et C. est le journal du Centre régional et d'action communautaire le CRAC, association genevoise gérant collectivement un immeuble où cohabitent groupes et communautés. Ce numéro présente un dossier sur la drogue en Suisse, et notamment le projet de loi sur les drogués, le centre de femmes du Bd St-Georges à Genève, et sur le chômage, les luttes de locataires, l'antimilitarisme.

Informations et Contacts, CRAC 7 Bd Carl-Vogt, CH-1205 Genève.

**ANTIROUILLE**. Pour finir, il faut parler des dernières éditions d'Antirouille. En avril, un supplément au numéro 14 : un échantillon des 1 500 poèmes envoyés par leurs lecteurs voisins avec des dessins. Bonne idée de vider les fonds de tiroirs.

Ensuite, un «Spécial bandes dessinées», plein de B.D. intéressantes.



# Chronique des INSURGÉS

Aujourd'hui, comme cela n'est pas coutume, deux cent gendarmes rôdent autour du Tribunal Permanent des Forces Armées ( TPFA ) de Reuilly à Paris. Dans le même temps, 70 - 80 personnes se dirigent vers le même tribunal. Seules une cinquantaine d'entre elles parviendront à pénétrer dans la salle d'audience, pour assister au procès d'Yves Carel, insoumis, incarcéré à Fresnes depuis le 20 décembre dernier. Un procès pas tout à fait comme les autres.

C E qui se passe de fantastique aujourd'hui, c'est la présence, parmi les cinq témoins, de trois habitants de Margency la petite commune du Val d'Oise dont est originaire Yves. Et ces trois témoins, ils le préciseront bien, sont là pour représenter les 90 % de la population de Margency qui, informée de l'insoumission et de la comparution d'Yves seulement cinq jours avant le procès, a tenu à faire part à celui-ci de sa solidarité en envoyant au président du tribunal pétitions et lettres de protestation.

Ce que nous raconteront ces témoins, c'est la consternation d'un village qui apprend que « l'un des siens » comparait aujourd'hui devant un tribunal et que, de plus, il est incarcéré depuis plus de cinq mois pour refuser un service national que ses convictions anarchistes et non-violentes lui font considérer comme inutile, voire dangereux. « Trop, c'est trop » s'écriera l'un des témoins, qui ajoutera : « je suis de la majorité archisilencieuse... quantité d'habitants de Margency sont prêts à basculer dans la tranchée d'en face ».

Les deux autres témoins, Madeleine Lemariée d'Amnesty International, et Noël Gendron, un insoumis qui a rencontré Yves alors qu'ils étaient tous les deux aux arrêts de rigueur à la caserne Duplex, seront sans cesse interrompus par un président tatillon, pour qui le critère d'intérêt d'un témoignage est la connaissance de l'inculpé « depuis son plus jeune âge » ! Madeleine quittera la barre en s'écriant : « je vois qu'il n'est pas possible de discuter avec vous, dorénavant je n'essayerais plus de le faire ! »

## LA LUTTE A L'INTERIEUR DE L'AR-MÉE DE RÉSERVE

Daniel Meneau a été condamné à 1 000 F d'amende par le tribunal d'Orléans. Le 22 juin, quatre nouveaux renvois de livrets militaires sont passés devant le même tribunal, il s'agit de Patrice Coulon, Jean-Louis Pinault, Jacky Lecoite et Michel Saillard. Vingt livrets environ ont été renvoyés à ces occasions. Soutien financier MAN Orléans CCP 1553-85 La Source.

Les procès de Richard Coulet et de Dominique Gavillon ont été reportés au lundi 4 juillet à 14 h. Deux autres prévenus de la dernière heure, Jean Claude Barthez et Yvon Pélous passeront avec eux à la 5e Chambre Correctionnelle du tribunal de grande instance, place Duquaire à Lyon. Le parquet ne permettra sans doute pas de danser la bourrée, mais le spectacle sera bon quand même ! CCP Louis Duvert 2 145 99 H Lyon. Une récolte de papiers militaires est organisée. Écrire à M. le président du tribunal ou envoyer un télégramme le jour du procès. Envoyez un double au comité Larzac 68 rue Mercière 69002 Lyon. Si vous voulez donner un coup de main à la préparation : réunion le lundi 27 juin à 20 h 30, rue Mercière.

Vendredi 10 juin 1977, le tribunal de Bordeaux a été le théâtre du 15e procès pour renvoi de livret militaire.

Condamné le 22-9-76, Georges Tria était cité pour la 2e fois. Refusant de comparaître, pour ne pas cautionner une parodie de justice, Georges Tria a été condamné par défaut à 88 F. d'amende et un an de privation de droits civiques. François Lewden, prêtre à Mérignac (Gironde) était cité le même jour, n'ayant été averti que quatre jours avant son in-

## INSOUMISSION TOTALE

Alfred Tondeur a obtenu son statut. Après avoir été affecté pendant onze mois à Mende et classé comme activiste il a été muté à Bitch où il a entamé une grève illimitée pour réclamer une amélioration du statut. Début janvier 77, il est invité à terminer son service devenu militaire au 43e Régiment d'Épernay. Depuis cette date, il est considéré comme déserteur. Affaire à suivre.

Jo Cassard insoumis nantais a été mis en liberté provisoire jeudi 16 juin. Classé P2 par le psychiatre qu'il a refusé de rencontrer, Jo sera jugé à la rentrée et risque deux ans de prison. Contact : GRIM, 57 rue des Hauts Pavés Nantes.

Le réquisitoire nous apprendra quelque chose d'intéressant : Yves faisant référence à certains articles des accords d'Helsinki, en particulier celui qui stipule qu'un prévenu doit comparaître immédiatement devant un juge d'instruction ( Yves, lui, a attendu 40 jours ! ), le commissaire du gouvernement certifie que nous ne savons pas lire les textes : la France a en effet « émis des réserves » quand à l'application de cet article, éliminant du champ d'application de ce dernier tout ce qui relève du code militaire !

La plaidoirie de Maître Ceccarelli, le premier avocat d'Yves, sera essentiellement technique; arrêts de rigueur, isolement, double inculpation. Celle de Maître De Félice insistera sur la présence dans le dossier d'un interrogatoire qu'il qualifie de « policier » ( au grand dam du commissaire du gouvernement ) et qui, effectué pendant la période d'arrêts de rigueur ( c'est-à-dire sans la possibilité d'avoir recours aux conseils d'un avocat ) porte sur les options anarchistes d'Yves. Ensuite, il ne fera que poser quelques questions. Pourquoi mettre en prison un jeune qui ne fait que poser les mêmes questions que ceux qui, militaires ou politiques, débâtèrent à longueur de colonnes dans les journaux ? Pourquoi un otage de notre incapacité à résoudre les problèmes de la défense « nationale » ?

Réponse du tribunal : 16 mois ferme.

Marc T.

culpation, il a réussi de justesse à obtenir le renvoi de son procès au vendredi 24 juin 1977 à 14 h. Vous pouvez envoyer vos lettres de soutien à M. le président de la 5e Chambre Correctionnelle, Tribunal de Grande Instance, Place de la République, 33000 Bordeaux. Contact : GRANV, 47 rue de la Devise, 33000 Bordeaux. Adresse de François Lewden : 16 Av. du Général Leclerc, 33700 Mérignac.

Robert Abt, 49 ans, père de trois enfants, président d'une association de parents d'élèves, a été condamné à 500 F. d'amende le 13 juin, par le tribunal de grande instance de Chartres pour avoir renvoyé et refusé de reprendre son livret militaire en 1975.

Au cours du procès, le prévenu s'est félicité de ce que son fils aîné avait opté pour l'objection de conscience, il s'est déclaré sans ambiguïté contre l'armée qui prétend fausement protéger les vies et les libertés, et pour une défense civile non-violente, affirmant son espoir en l'Homme.

Les témoins, puisqu'ils avaient juré de dire toute la vérité, ont déclaré que nous courrions comme des fous vers une nouvelle guerre - nucléaire cette fois - et qu'il était urgent que de nombreux citoyens deviennent aussi lucides et réalistes que Robert Abt.

Suite à ce procès, trois nouveaux livrets militaires ont été renvoyés au Ministre de la Défense.

Pour tous renseignements : Union Pacifiste d'Eure et Loir, 12 rue St-Thomas, Chartres.

## INSOUMISSION AUX AFFECTATIONS

Jacques Burliga, objecteur insoumis passera en procès le vendredi 24 juin à 13 h 30 au palais de justice de Paris, 17e Chambre correctionnelle. Contact : CLO Paris BP. 103 75522 Paris Cédex 11

Pour réaffirmer leur opposition au service civil, les comités de lutte des objecteurs ont édité un dossier « Objection - halte à la militarisation ». Recueil des meilleurs articles et dossiers parus dans leur journal bi-mensuel, ce numéro spécial souhaite montrer « que l'armée envahit de plus en plus le secteur civil ». Commande : Objection BP 70 - 69201 Lyon Cédex. 6 F. A lire et à conserver.



Le gouvernement britannique a réjoui les écologistes et a exaspéré les défenseurs de l'énergie nucléaire en annonçant que la Grande-Bretagne ne construira pas de surgénérateur au plutonium tant qu'une enquête publique approfondie n'aura pas été effectuée à propos de ce projet.

Cette déclaration de M. Peter Shore (1) à la Chambre des Communes implique que la décision préliminaire de construire un surgénérateur de taille commerciale ne sera probablement pas prise en automne de cette année comme on le pensait.

Le ministre de l'environnement (2) commentait le récent rapport sur l'énergie nucléaire et l'environnement, préparé par la « Commission royale sur la pollution de l'environnement » (3), présidée par Sir Brian Flowers, ex-physicien nucléaire. Le gouvernement a accepté la plupart des recommandations du rapport Flowers et, ce faisant, il a ouvert la voie à une participation accrue du public dans le débat traitant des avantages et des inconvénients de l'énergie nucléaire.

La commission de l'énergie atomique du Royaume-Uni (AEA) (4) faisait pression sur le gouvernement depuis plus d'un an pour obtenir l'autorisation de continuer les études d'une centrale nucléaire à surgénérateur de 1 300 MGW, qui serait alors la centrale la plus importante du pays (celle-ci aurait pu être construite sur le site de Dounreay où se trouve actuellement le surgénérateur expérimental). Sir John Hill, le président de l'AEA a soutenu avec véhémence que le réacteur, connu sous le nom de CFR-1 (5), est essentiel au développement d'une production adaptée de surgénérateurs qui pourraient être nécessaires à la fin du siècle pour compenser la crise de l'énergie créée par la disparition des combustibles minéraux.

M Tony Benn, le ministre de l'énergie devait prendre une décision sur le futur du projet à l'automne. Mais M. Shore a dit clairement la semaine dernière qu'il faudrait un débat public bien plus important sur ce projet avant qu'il n'autorise la construction du réacteur.

Il est en particulier inquiet de la longue existence des déchets radioactifs restant après la combustion du plutonium dans le réacteur, et des dangers qu'encourt une société démocratique du fait de la présence substantielle du plutonium, qui est également la matière première des armes nucléaires.

M. Shore a déclaré : « Je ne pense pas que quiconque doute que nous traitions là de problèmes d'une ampleur particulièrement importante et que ces décisions concernent l'avenir par leurs implications. L'une des conséquences nécessaires de l'énergie nucléaire est la création de déchets très actifs dont la vie doit être mesurée en centaines d'années, sinon en millénaires ». M. Shore envisage la création d'une commission publique d'enquête, organisme dont la création remonte à la loi sur l'aménagement des villes et des campagnes datant de 1968 (6) et qui n'a en fait jamais vu le jour. Son fonctionnement est prévu lorsque certaines questions touchent plusieurs aspects différents de la politique gouvernementale. Une telle enquête comporterait deux phases distinctes : la pre-

mière s'occupant des problèmes posés sur un plan général (telle que la politique énergétique nucléaire du pays en général), alors que la seconde phase s'occuperait uniquement de problèmes d'aménagement.

M. Shore s'est refusé à faire aucune spéculation quant à la durée d'une telle enquête. Mais lorsqu'on sait que l'enquête qui doit débiter la semaine prochaine, au sujet de l'extension de la centrale nucléaire de Windscale, devrait durer au moins trois mois, il est évident que le projet CFR-1 sera retardé au moins jusqu'à la fin de l'année.

En réponse aux recommandations spécifiques du rapport Flowers, M. Shore a annoncé que la responsabilité de la gestion des déchets nucléaires serait retirée à l'AEA et au ministère de l'énergie pour être contrôlé à l'avenir par trois ministres: M. Shore lui-même, le ministre chargé des affaires écossaises et celui chargé des affaires galloises. (7)

Ils recevront les conseils d'un comité de gestion des déchets radioactifs, qui comprendra des experts de l'AEA.

Mais le gouvernement a refusé la suggestion de Flowers qui voulait qu'on mette sur pied un organisme chargé de se débarrasser des déchets et qui s'occuperait des problèmes posés par un stockage du combustible atomique déjà brûlé.

Le gouvernement est prêt à reconsidérer cette dernière décision ; lorsque l'on possèdera les résultats d'une enquête sur la politique de stockage. Les conclusions de cette enquête seront publiées dans un « White Paper » (8). Le gouvernement a également accepté que le public ait librement accès à davantage d'informations au sujet de l'énergie nucléaire.

Les Amis de la Terre (9) auront un argument de poids dans la déclaration de M. Shore pour forcer les organismes gouvernementaux chargés du nucléaire à dévoiler plus de faits lors de la prochaine enquête publique au sujet du site de Windscale.

Article de Charles Cook, publié dans «The Guardian Weekly», vol. 116, N. 23

- (1) Ministre de l'environnement
- (2) Grand ministre (transports, ponts et chaussées, environnement, etc...)
- (3) Royal Commission on Environmental Pollution
- (4) Atomic Energy Authority
- (5) Commercial Fast Reactor
- (6) Town and Country Planning Act
- (7) M. Bruce Millan et M. John Morris
- (8) Littéralement : Papier Blanc. Rapport publié à propos d'une question importante et qui exprime les positions du gouvernement. Ces « papiers » servent de base à la discussion parlementaire. Ils sont imprimés par l'imprimerie nationale et mis en vente libre dans les librairies gouvernementales (HMSO : Her Majesty's Stationery Office). Il existe également des « Green Papers » (verts). Les premiers ont une couverture blanche en général, d'où le nom.
- (9) « Friends of the Earth », groupe écologique anglais le plus connu.



dernière minute...  
nos reporters téléphonent

## à toulouse, edf coupe d'abord et discute ensuite

**A** Toulouse, il y a une direction régionale d'EDF pas comme les autres. Si tu payes pas ta facture d'électricité, elle te coupe le gaz ! Elle aimerait bien te couper aussi la tête au passage mais elle manque de personnel. L'essentiel, c'est de couper. Vendredi dernier à Toulouse les coupés et les coupeurs se retrouvaient devant le tribunal d'instance présidé par le juge Sarie, qui, chose inouïe pour un juge Français, a l'air de vouloir juger, je veux dire se renseigner avant de condamner. Les coupeurs d'EDF, on ne les a pas vus. Ils avaient envoyé une avocate qui s'em-mêlait les pinces dans ses chiffres sur la fusion EDF-GDF, et ne se rappelait plus si EDF réclamait 500 ou 5.000 F aux prévenus. Ah, oui, vous savez pas la meilleure : non seulement EDF coupe le gaz au passage, mais EDF réclame ensuite des dommages et intérêts à ceux qui « ont un comportement malveillant et retiennent 15 % sur leur facture pour des motifs idéologiques ».

C'est comme si le bourreau envoyait la facture du pressing à la veuve dont le mari saignant a taché son pantalon.

De Gaulle, qui n'en ratait pas une, a donc jumelé EDF et GDF après la guerre. C'est les fournisseurs d'énergie associés. Le monopole parfait. Résultat : si tu touches à un cheveu d'EDF tu fais mal au crâne

de GDF. Car les caisses sont paraît-il communes. En fait c'est faux : seules les factures sont communes. L'auto-réduction gêne donc quelques bureaucrates. A l'échelle régionale, l'auto-réduction pour motifs anti-nucléaires se confond avec les milliers de réductions totales pour cause de misère économique. La réduction 100 % plan Barre. Alors l'EDF doit couper à tire-larigot dans le tas. On ne sera pas surpris qu'elle préfère couper plutôt les anti-nucléaires qui ont des motifs idéologiques.

EDF a donc coupé le jus à deux familles honorablement connues à l'Association Toulousaine d'Ecologie (ATE), les Vernhes et les Roussée. Et le gaz avec. Les coupés ont fait un procès à EDF. EDF a contre-attaqué sur le terrain politique. Ses arguments : on a le droit d'être dans la déche, d'être chômeur, d'être marginal, mais on n'a pas le droit de faire de la politique, entendez de faire du civisme en décidant, à la place d'EDF, des orientations nucléaires d'EDF. On n'a pas le droit d'annuler les hausses de tarif de 15 % qui financent le programme nucléaire. EDF veut des citoyens soumis, des cochons qui payent sans discuter.

Le tribunal était du genre attentif, vendredi dernier à Toulouse. Roussée a fait un malheur en plaidant sa cause. Le Président a dit : « j'ai reçu des lettres de toute la France. Je me renseigne » Il m'a

même laissé causer deux minutes avant, compréhensif, de m'inviter à lui dire tout ça par écrit. C'était un procès cool. Après, on est allé à la direction d'EDF, réclamer des lettres recommandées avant la coupure. Toto a remonté les rues de Toulouse avec une éolienne sur la tête et les gens pigeaient illico que Toto voulait emmerder EDF.

A part ça, Toulouse n'est pas Lyon. On a occupé les bureaux d'EDF sans voir un flic (en uniforme). Les petits chefs d'EDF discutent, mal, mais discutent. Pourtant l'ATE ne leur fait pas de cadeaux. Cet hiver, ils surveillaient thermomètre en main la température des locaux d'EDF pour constater tout gaspillage d'énergie. Et puis, Toulouse c'est la coordination nationale des auto-réductions : 2000 groupes recensés en France. Malgré ça, on discute avant de cogner. J'ai entrepris un jeune cadre de gauche. Lui, il bosse, c'est tout. Le nucléaire ? Il fait ce que l'Etat lui demande. Si on change les lois, le parlement, tout ça il veut bien faire de l'hydraulique ou du solaire. Comme quoi le travail, plus que le nucléaire, est bien l'aliénation suprême, celle qui est la mère de toutes les autres.

Jugement dans trois semaines. Je vais écrire au juge Sarie.

Arthur

ATE : 3 rue Danton, 31400 Toulouse  
Juge Sarie : Tribunal d'Instance, 12, allée Jules Guesde, 31000 Toulouse

## les escroqueries du canal

A Sochaux, dimanche 19 Juin, se sont déroulées les Assises Régionales contre le canal à grand gabarit.

Avec les assises, la lutte contre le canal vient de trouver une dimension et un souffle qui lui faisaient défaut. Près de 2000 personnes (PSU, CFDT, syndicats paysans, élus locaux, et associations écologiques) ont découvert et rendu publiques les escroqueries accumulées depuis la

logiques) ont découvert et rendu publiques les escroqueries accumulées depuis la mise en route du projet. C'est ainsi que l'étude d'impact réalisée par le laboratoire de cytogénétique et d'écologie de l'Université de Lille sous la direction du Professeur Linder a été lu puis transformé par la direction des Ports Maritimes et des Voies Navigables (Ministère de l'Equipement), dans le but candidelement avoué de « prévenir les

personnes inquiètes... et remettre au point la confusion qui existait dans certains esprits ». La notice introduite dans le dossier d'enquête d'utilité publique, n'aborde que sommairement de nombreux domaines et certains paragraphes contredisent les conclusions universitaires. Ces conclusions, négatives en ce qui concerne l'état sanitaire des eaux et la survie de la faune, ont été manipulées et transformées en une formule laconique : « la voie navigable n'est pas en elle-même un facteur de pollution ».

D'autre part, les plans détaillés de l'emprise du canal n'ont été fournis aux municipalités qu'après la clôture de l'enquête d'utilité publique. Eugène Meyer, maire d' EGLINGEN, président de l'Association des Maires des Communes Rurales d'Alsace, dans un vigoureux et pittoresque exposé, a démontré cartes à l'appui, qu'une fois de plus « au ministère, on se foutait de nous ».

Devant les magouilles de l'Etat et les promesses fallacieuses de plein emploi pour les régions traversées, les communes concernées ont demandé la réouverture de l'enquête d'utilité publique, non conforme à leurs yeux, et en Alsace les élus d'Eglingen ont fait une grève administrative.

Les stratégies pour l'avenir se sont élaborées. Si le décret d'utilité publique paraît, le recours en Conseil d'Etat sera demandé immédiatement. La création d'un GFA des terres expropriées retardera la construction. Comme les militants locaux connaissent bien le mépris du pouvoir à l'égard des populations et les limites des démarches legalistes, les assises ont déjà prévu, sous l'impulsion des Alsaciens, l'occupation des terrains.

A l'assemblée de Sochaux, qui n'était pas composé uniquement de la traditionnelle clique écologique, les projets ont fusé de toutes parts. La Marche Internationale Non-Violente pour la Démilitarisation de cet été passera le long du canal le 24 juillet. Ce sera l'occasion, ainsi que durant la journée d'action prévue le 2 Octobre prochain de concrétiser un combat contre le projet qui symbolise fort bien par son gigantisme et sa démesure la société capitaliste et technocratique dont nous ne voulons pas.

Sur les rives du Doubs, on parle du grand canal tout-nucléaire : usines d'enrichissement, centrales atomiques, usines de retraitement, transports de déchets... mais cela est une autre histoire.

■ Contact : CLAC (comité de liaison Anti-Canal) 92, rue des Granges BESANCON

## lip, vivre et lutter

Il est bien difficile, après tant d'années d'inventions et de ténacité, d'écrire sur Lip, car Lip n'est pas à écrire, mais à vivre. Tout « romantisme révolutionnaire mis à part, je me suis senti chez moi, chez des amis. Les peuluses avaient l'allure d'une mini-Courneuve le jour d'une fête du PSU. L'excellent « Théâtre à bretelles » déroulait les aventures fantasques d'une ZUP en révolte, le « Charivari Monstre » galopait ses chevaux de bois et l'orgue de barbarie du mime Duval nous comptait les temps glorieux de l'anarcho-syndicalisme. Les autres luttes étaient là, venues voir le grand frère s'installer définitivement (!) dans l'autogestion. « Pas très nouveau tout ça » diront les vétérans. « en 73... ». Eh oui, en 73 une chaîne horlogère était déjà mise en route. Depuis, les fabrications se sont diversifiées et Lip a pris le visage d'une commune, une « commune communautaire » qui, en commissions, assure des productions artisanales, la création de matériel médical, un groupement d'achats, un restaurant pour se passer des services du traiteur, un garage, une garderie... La production militaire, elle, par contre, a disparu. Les minuteriers des bombes ont reçu un cadran horaire très design pour se recycler dans la surveillance des plats mijotés. C'est un peu moins poétique que les épées devenues socs, mais quel plaisir...  
Les crocs-aux-jambes patronaux

n'ont pourtant pas manqué. EDF, décidément à la botte du pouvoir, a tenté plusieurs fois de couper l'électricité. Le poste transformateur a été repris de haute lutte, tandis que le téléphone, à son tour était supprimé.

Sur le plan légal, les Lip ont fait appel contre le jugement de liquidation des biens. Il semble en effet que la liquidation, motivé par la cessation de paiement, ne correspondait pas à la réalité des caisses de l'entreprise à la date du 13 Mai 76... Lip était viable et a été abandonné par ses dirigeants. Il est impensable qu'après avoir connu la vie et la lutte, les travailleurs acceptent de remettre leur pouvoir entre les mains des patrons. Lip a expérimenté trop longtemps l'autogestion. Le goût de la liberté est inaliénable.

Après les journées portes ouvertes, les lip partiront sur les routes vendre des montres, populariser leur action, suggérer leur révolte. Devant tant d'insolence, le pouvoir et les flics ne sont pas encore intervenus. Même s'il est plus facile d'afficher son soutien une montre au poignet que d'affronter les CRS, il y aura beaucoup de monde pour les défendre.

Du droit au travail, quémandé aux patrons, au droit à la paresse, saine réaction des exploités, la réalisation de la société écogestionnaire passe par Lip. Allez les voir, c'est tonifiant et subversif !

Y.B.C.

## écologie de banlieue

**E**lle court, elle court la maladie d'amour... C'est en effet sous le signe de l'amour et de l'amitié que 1000 manifestants occupent, depuis une semaine, le bois de Verneuil. Lancée par la municipalité (Union de la gauche Majorité PSU), cette action a pour but d'annuler un permis de construire qui raserait les 1500 ha du bois pour y construire immeubles et lotissements portant sur 1500 logements.

Cette bataille pour la sauvegarde du bois remonte déjà à 1925. C'est en effet à cette date que René Berel, issu d'une riche famille de la région, achète le bois et devient P.D.G. de la Société Immobilière Vernouillet-Verneuil (S.I.V.V.) 1926 : Réalisation par la SIVV du lotissement « La Galette ». 1957 : (14 octobre) Premier permis de construire obtenu par accord tacite. Le permis est attaqué sur le fond, mais le Conseil d'Etat le confirme. 1970 : Permis de construire modifiant celui de 1957. Il porte sur 1300 logements. Réalisation des liens dits : « Clairières » et « Gros chêne ». La SNCF lance la construction d'une nouvelle gare, actuellement en service.

1975 : (22 décembre) négociations entre Léon Robert (ex-maire, tendance Socialiste). La SIVV et le ministère de l'Equipement parviennent à un accord : le permis des 1300 logements est porté à 1500. En contre-partie, la SIVV céderait 87 ha à la commune.

1976 : A la veille des élections cantonales le P.O.S. présenté fait apparaître le projet. Il est aménagé ensuite à l'initiative de la S.I.V.V. pour permettre la réalisation des 1500 logements, sans dérogation ni consultation de la population.

En mars de cette année, de nouveaux permis de construire (1500 logements au lieu des 1300 prévus) sont délivrés. En avril, la nouvelle municipalité demande leur annulation. Une enquête publique aboutit à un avis défavorable.

La première manifestation de protestation réunit, le 30 mai, 1100 personnes, la seconde en juin est encore plus nombreuse. A partir de cette date, cartes postales, lettres, télégrammes, pétitions, se succèdent chez Giscard.

C'est le 12 juin que commence, jour et nuit, l'occupation des bois. Dix sept personnes sont inculpées sur la foi de photos des RG, puis relaxées : des photos ne constituent pas une preuve valable. Preuve de quoi ? Ces dix sept personnes portent plainte à leur tour contre la S.I.V.

Chaque entrée du bois est bloquée par les voitures des manifestants : « Si le bois est privé, les chemins eux, sont communaux » comme dit le maire de Verneuil.

Trois bulldozers ont « attaqué », des manifestants se sont couchés, un bull a réussi une percée là où se trouvait un enfant de six ans. Colère de la foule, bris de vitres des engins.

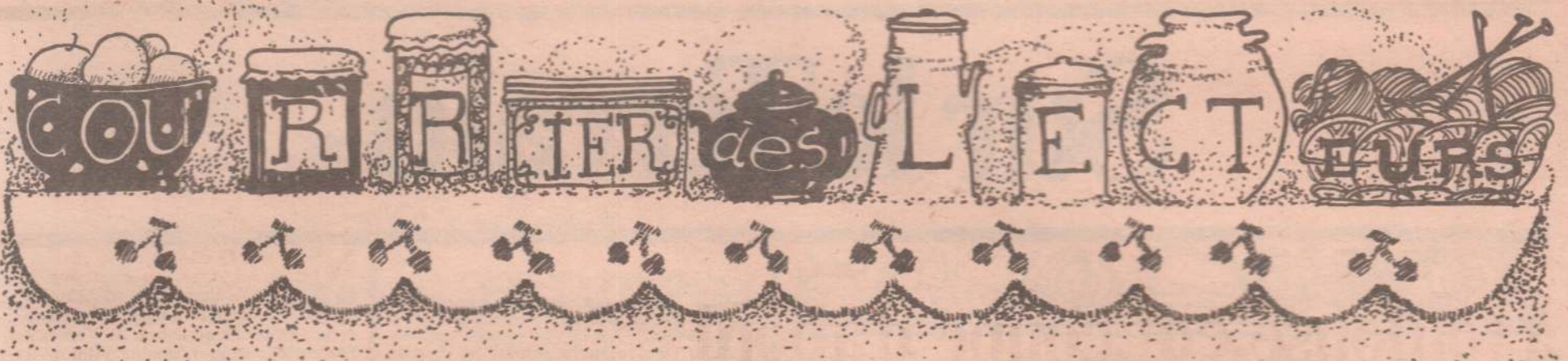
« Il faut tenir jusqu'au 13 juillet, date à laquelle l'acte notarié expire. Nous sommes soutenus par toutes les municipalités de gauche de la région » dit un manifestant. Parfait, tenez bon, les copains. Après le 13, quelques bonnes nuits de repos à la maison, et puis, comme vous avez appris à vous connaître, pendant cette occupation, vous n'avez sûrement pas manqué de constituer un comité Malville ? Alors, dès le 20 juillet vous êtes sur place dans un jumelage. D'accord ?

MANDRIN

## CRUAS : ATTENTION !

L'entreprise montlienne Berthold hésite à commencer les travaux de la centrale de Cruas-Meyze vu l'hostilité des populations. On parle pourtant du 31 juillet pour le début des travaux. Restez vigilants !





## strategie

Toutes ces dernières années, les écologistes, et les antinucléaires entr'autres, ont vu dans les syndicats des alliés puissants dont ils devaient rechercher l'appui, pour mieux faire comprendre aux «travailleurs» que, finalement, les écologistes n'étaient pas contre eux...

En effet, remettant en cause une industrie, une production, les écologistes remettent en cause les «producteurs-propriétaires» mais aussi «producteurs-employés». Il existe à ce niveau des conflits latents.

Avec les syndicats les plus avancés, qui se battent pour l'amélioration du quotidien à court terme, mais aussi essayent de penser, de repenser ce que pourrait être la condition des travailleurs dans un avenir plus lointain, un dialogue a pu s'instaurer; avec la C.F.D.T. en particulier, qui ne cache pas qu'au-delà des problèmes très terre-à-terre qu'elle cherche à résoudre, elle s'interroge sur l'organisation même du travail, sur sa finalité: «Comment travailler et pourquoi...»

Ces questions, si les syndicalistes se les posent, ils se les posent «au sommet» (1). Mais l'adhérent moyen, lui, reste assez indifférent à ces grands problèmes; il ne les comprend pas ou refuse de les comprendre... Il a son travail (mal rémunéré) qu'il peut perdre, travail dangereux ou (et) pénible.

Si les options fondamentales des écologistes et de certains cadres syndicalistes peuvent être assez proches, voire très voisines, il subsiste cependant une incompréhension entre écologistes et «base» de ces syndicats, base imperméable voire franchement hostile aux thèses des «verts». Pourquoi la base réagit-elle de cette façon? L'information ne passe-t-elle donc pas? Non, l'information ne passe pas, et elle ne passera pas! Les cadres syndicalistes préféreront toujours «lâcher» les écologistes, abandonner une partie de leurs revendications, modérer leur contestation, plutôt

que de risquer de perdre leur crédit auprès de leur base, en prenant le risque de ne pas être suivis, d'être incompris. On les comprend. Prendre ce risque c'est prendre le risque de perdre des sièges dans les entreprises où ils sont implantés, d'être moins représentatifs puisqu'ils sont élus. La position d'un délégué syndical n'est pas fondamentalement différente de celle de n'importe quel élu politique. L'un et l'autre restent très dépendants de leur électeur.

Or parmi les écologistes, il n'y a pas d'élus, ils ne demandent pas à en avoir: ils ne souhaitent pas devenir les porte-paroles d'une partie de la population. Que l'on ne s'y trompe pas: si les «verts», de plus en plus, présentent des leurs aux élections, ce n'est pas parce qu'ils souhaitent devenir des représentants, se voir déléguer des pouvoirs; ils ne le font que pour profiter de moments privilégiés. Se refusant à toute démagogie, ils préfèrent s'appuyer directement sur la population, du moins sur une partie de celle-ci et constituent alors de petits groupes dont le seul objet est la défense de l'intérêt général; la défense de l'intérêt général pouvant éventuellement se faire contre des travailleurs.

Ces petits groupes, nés spontanément pour combler une carence de l'administration ou du pouvoir politique constitués de volontaires issus de tous les horizons politiques, religieux, professionnels, issus de toutes les classes d'âges apparaissent comme des structures infiniment souples. En effet, ces groupes non-représentatifs sont complètement indépendants; ne défendant pas les intérêts de ceux qui les constituent, leur liberté d'action est presque totale. En cela, ces groupes ne s'inscrivent pas dans le cadre de nos systèmes démocratiques traditionnels. Sans légitimité, ils ne représentent qu'eux-mêmes, c'est-à-dire des mino-

rités actives, actives car motivées par des intérêts supérieurs, la défense des générations à venir, par exemple...

Ces groupes, minorités, sont condamnés à le rester. S'ils grossissaient, ils deviendraient inévitablement l'équivalent des partis politiques traditionnels, des syndicats.

De par son origine et son objet, l'association diffère fondamentalement des groupes politiques et syndicaux.

Les associations, groupes de pression, mauvaise conscience des autres groupes ont eu un pouvoir d'influence. C'était efficace et cela pourrait le rester s'il n'existait pas aujourd'hui un risque certain de «récupération». Cette efficacité, cette force donnent en effet à beaucoup des envies... Les politiques parlent de «relayer» au niveau politique les associations les technocrates veulent en faire des organes consultatifs, leur confier un certain pouvoir, faible bien sûr, pour mieux les contrôler, les syndicats veulent les entraîner dans leur mouvance.

Bref, sollicitées par les uns et les autres, les associations risquent fort de perdre toute originalité, leur spontanéité et donc leur efficacité, si elles ne s'organisent pas, en particulier en face des syndicats, qui, semblant indépendants et les seuls à l'être exercent un certain charme sur les groupes informels. Par ailleurs, si elles ne s'organisent pas, elles risquent bientôt de perdre tout leur crédit dans une situation de crise où ni la population ni surtout les travailleurs ne voudront plus les soutenir, se préoccupant de problèmes moins vitaux mais plus immédiats. Pire, elles risquent fort de se voir attribuer une part de responsabilité dans le développement de cette situation de crise.

L'impasse, alors? Oui, sans doute... A moins que les associations ne se soutiennent mutuellement, à travers une structure qui pourrait, par exemple, être confé-

dérative, laissant à chacune son indépendance; structure qui pourrait favoriser le pullulement systématique des associations. A moins que les associations se battent sans tarder pour obtenir que les minorités soient reconnues comme des interlocuteurs valables par les uns et les autres; pour participer à la vie politique, et ceci à tous les niveaux...

On pourrait par exemple imaginer que se mette en place, au niveau local et régional, un pouvoir associatif pour obtenir:

- un droit d'initiative pour proposer des référendums, qui seraient organisés si un certain pourcentage de la population le demandait avec une ou plusieurs associations (par le biais de pétition, par exemple...);
- un droit de veto suspensif, pour suspendre toutes décisions des élus, qui iraient contre la volonté d'une fraction de la population; ceci pendant le temps nécessaire pour informer complètement le reste de la population et organiser un référendum;
- le droit d'utiliser certains moyens d'information, radios en particulier;
- le droit d'attaquer en justice pour défendre l'intérêt général, sans qu'il soit nécessaire de faire la preuve qu'un membre d'association ait subi un préjudice; etc... etc....

Bien sûr, tout ceci ne se conçoit que dans un système où la délégation de pouvoir serait limitée, réduite à sa plus simple expression, que dans un système où la pratique du référendum serait une pratique courante de gouvernement, donc dans le cadre d'états plus petits et autonomes.

Il est grand temps que les écologistes se prononcent plus clairement pour le pouvoir régional et communal, pour des structures confédérales, pour une démocratie directe.

Marie J. (Caen)

## taulard

L'écologie politique, ce n'est pas seulement Malville. C'est aussi Super Phénix-FresnesFleury, la Santé, Clairvaux, Lisieux, etc... Ces établissements pénitenciers édifiants qu'on s'est habitués à voir et que l'on ne voit plus! Ces murs d'enceintes abritent le neutron de la terrible administration pénitentiaire. A l'inverse de la lutte contre les centrales nucléaires, lors de la construction de ces établissements dont chaque cité est dotée, il ne fut pas question de comités de lutte pour s'élever contre l'outil du système, l'outil usuel des flics. Bien ancrés, ces établissements rébarbatifs, mythiques pour le profane de la rue qui familiarise avec son existence presque naturelle. Ne voit pas qu'il en est menacé directement s'il sort de sa soumission. Au contraire il suit la pensée orientée dictant que cela le protège....

Je fais le parallèle entre le nucléaire et ce rempart de l'honnêteté car la menace de l'un a les mêmes conséquences que celles de l'autre. Celles génératrices de

cerveaux détruits par le civisme des lois, reconnaissant l'exploitation (dit économie), gavant de consommation et spectacle l'exploité réduit à vendre sa peau, sa vie pour le profit de la minorité usant du pouvoir pour s'approprier les biens avec le consentement de la masse aveugle et participante faute d'éveil; même faute d'une accessibilité à l'éveil tant le plus grand nombre est incurable....

Ecologistes, taulards, même combat. Pourquoi? Parce que les rapports maître-esclave sont maintenant avec l'institution pénitentiaire, judiciaire, policière devenus le «mal» et le «bien». Ces grands serviteurs du capital qui surveillent et répriment sous ce couvert, ceux qui ne veulent pas se contenter des miettes... Les miettes égalent la mort de la vie, avant que la vie ne soit menacée du péril nucléaire, ne fallait-il pas lutter pour conserver défendable notre patrimoine légitime. Aujourd'hui, les mains vides et usées c'est plus difficilement défendable dans ce contexte,

Progrès et Démocratie... L'écologie politique, enfermée dans le ghetto chiraquois n'a d'autres solutions que d'en sortir le calibre à la main... A cette différence que conscients, il ne faudra pas vous laisser devenir punissable par le bon droit comme c'est trop le cas pour nous les braqueurs, vrais auteurs à bon droit de la reprise individuelle sur la capitale qui sommes tombés dans le piège de la culpabilisation, donc du mal depuis la nuit des temps.

Nous sommes victimes de la structure de répression, étouffés par le vase-clos de cette odieuse et inhumaine administration pénitentiaire passée maître dans l'art de réduire au silence... D'agir implacablement à l'intérieur de ses murs d'enceinte.

Nous autres droits communs, il serait temps que plusieurs dentre nous se réveillent pour lutter contre cette intoxication des mentalités qui détourne notre authenticité politique. Juillet 74 fut le premier conflit social des détenus d'une portée historique. L'on célèbre l'anniversaire de

Mai 68 pendant que l'herbe de l'oubli pousse sur juillet 74. La victoire de juillet 74 ne fut pas ces réformettes, puis ensuite cette répression en vigueur maintenant avec une ampleur de la mort blanche démesurée. Mais cette vitesse de propagation tout à fait étonnante en dépit de l'absence de mot d'ordre, l'absence de liaison de base, l'absence d'organe de lutte, de comité ou conseil... Cette généralisation du conflit fut vite récupérée car comme les travailleurs, la consommation joua rapidement sur les taulards. Le temps de construire ces centres de haute sécurité qui rendent plus forte que jamais l'administration pénitentiaire sur-inhumaine d'autant qu'elle jouit de l'alibi des permes et des centres de détention. Les 17 morts, les 17 martyrs de juillet 74 qui donc s'en souvient encore? La peur de redevenir mutin sera longue à surmonter car, sans moyen devant les C.R.S. en nombre et avec moyens eux. Lorsqu'il s'agit d'une opération en prison, ils usent d'une violence

criminelle... Mais autorisée celle-là.

Pour les permes et centre de détention, j'aimerais pouvoir en dénoncer l'hypocrisie si la G.O. comme je l'espère, pour cette fois, m'ouvre ses colonnes.

Et comme disait mon pote l'autre jour dans un petit mot qu'il faisait passer dans «Libé», chaque fois que du flic sera cassé c'en sera en moins pour vous lyncher... Pour lutter et se défendre contre la violence institutionnelle, il y a dans ces conditions là, le cœur, la chaleur du calibre... Ce n'est pas moi qui ai fait l'expérience d'employer les fusils pour chasser les fusils, j'ai seulement pris le calibre pour me défendre sans hypocrisie contre les guerriers armés du bon et juste «droit» et plus encore contre ce fusil qu'ont choisi dans la tête certains d'entre nous, dans cette collectivité que je n'ai pas choisi et que je rejette... Pour cause!

Knobelspiess Roger





# Sur le Terrain

## Anti-nucléaire

**FICTION OU RÉALITÉ** Telle est la question que l'on est en droit de se poser au sujet d'un scénario qui se serait déroulé le vendredi 3 juin à la centrale nucléaire de Fessenheim. Dans la soirée, une alerte à la radioactivité aurait eu lieu dans l'enceinte de la centrale, qui s'avèrerait n'être pas un simple exercice de routine, comme le laissent à penser certains faits étranges qui se seraient déroulés par la suite. Une équipe de travailleurs qui aurait été oubliée lors de l'alerte aurait eu bien des difficultés à repartir leur journée terminée et aurait eu à subir des contrôles ; bizarrement, personne n'aurait subi de contrôle d'irradiation !!! Par ailleurs, le lendemain, une soixantaine de membres des vingt-trois sociétés pétrolières n'auraient pu visiter la centrale comme prévu : on aurait invoqué une menace de sabotage ou un risque de manifestation antinucléaire pour leur en interdire l'entrée. Ce motif serait appuyé par le fait que l'ordre d'alerte émanerait semble-t-il directement du Ministère de l'Intérieur (et non de la Préfecture) et ferait suite à un coup de téléphone d'un groupe extrémiste allemand qui aurait annoncé une tentative de sabotage de la centrale. Tout ceci est bien mystérieux et n'en est que plus inquiétant, d'autant plus qu'une semaine plus tard, le vendredi 10 juin, les sirènes d'alarme ont retenti dans trois villages des alentours et qu'il ne s'agirait en aucun cas d'une action de sabotage d'antinucleaires comme cela a déjà été le cas. Les élus et les populations inquiètes aimeraient bien avoir des explications, à un mois de l'éventuel redémarrage du 1er réacteur et de la divergence du second.

**COMITÉS MALVILLE - GRENOBLE** Les comités Malville de Grenoble et banlieue, s'installent au 44 rue St-Laurent 38000 Grenoble.

Pour décharger partiellement le secrétariat de Morestel, une permanence téléphonique est assurée jusqu'au 29 juillet, tous les jours, sauf samedi-dimanche au 16 (76) 42-59-63 (demander : les comités Malville nous sommes plusieurs sur la ligne !). Aidez-nous financièrement « Y en a beaucoup besoin et vite ». Chèques à l'ordre de Denis Berthet. Merci.

Pour le rassemblement des 30 et 31 juillet à Malville (Isère), la coordination des Comités Malville sort deux affiches d'appel national :

l'une : une carte de France avec de grosses flèches convergeant vers Malville et le texte «rassemblement à Malville le...»  
l'autre : un soleil sur fond rouge derrière des barbelés coupés et le texte «l'été des libertés passe par Malville».

Ces deux affiches ont de très belles couleurs sur fond blanc. Leurs dimensions : 93 X 63 cm et sont à commander en gros, de toute urgence à Michel Bonhomme, 10 Av. Médecin Gal Viallet, 38120 La Montagne à 40 c. pièce.

L'affiche est tirée à Paris. Le transport et la distribution doivent se faire au moindre coût, donc autogéré par les groupes.

Un transport distribution Paris-Marseille par la route est déjà en place.

Comités anti-nucléaires, groupes écologiques, tous les groupes partageant nos inquiétudes sur le nucléaire, passez immédiatement vos commandes. Le transport - dépôt - distribution n'en sera que plus rapide et plus économique.

Toute personne acceptant d'en prendre en bagage accompagné quittant Grenoble ou Paris, pour toute direction en France, après le 20 juin, est priée de prendre contact : 44 rue St-Laurent, 38000 Grenoble tél. 16 (76) 42-22-97 ou 42-59-63.

**FETE DU SOLEIL** Le comité d'organisation de défense du site de Erstein Gerstheim et le Mouvement rural de Jeunesse Chrétienne organisent le dimanche 10 juillet à partir de 9 h une fête antinucléaire sous le signe du soleil sur le terrain occupé de Gerstheim. Tous les antinucléaires y sont invités avec leur population, leur musique, leur théâtre... Pour tous contacts écrire à Perrier Christian Ecluse 76 Boofzheim 67230 Benfeld ou à M.R. J.C. 27 rue des Juifs 67081 Strasbourg Cédex - tél. (88) 35-51-20

**LES VOSGIENS, CATTENOM, LAC DE PIERRE-PERCEÉ E.D.F.** a besoin d'une retenue d'eau en amont de Cattenom pour refroidir les eaux de la centrale et régulariser le débit de la Moselle. Le site retenu est celui de Pierre-Perceé, Celles sur Plaine à la jointure des départements des Vosges, de la Meurthe et Moselle. Le réservoir aura une capacité de retenue de 100 millions de m<sup>3</sup> et couvrira 500 ha sur quatre communes. Un comité de lutte est en formation sur la région et regroupe déjà des écologistes appartenant à des associations existantes (Remiremont, Epinal, St-Dié) et des isolés. Il est demandé à tous ceux, associations ou individus, concernés par ce problème de prendre contact. Une fête écologique est déjà prévue pour le week-end 2-3 juillet sur le site de la retenue et nous lançons un appel à tous pour animer ces deux journées (expos, groupes, musiciens, théâtres...). Pour tous contacts écrire aux deux adresses suivantes : Pierre André Noirpre 88530 Le Tholy ou Plumerey Pierre, 11 Av. de Latre 88000 Epinal - tél. (29) 35-23-17

**BELFORT-MONTBÉLIARD** La prochaine réunion des comités antinucléaires de Belfort-Montbéliard aura lieu vendredi 24 juin à 20 h 15 au local du M.A.N. Montbéliard 24 rue Racine et sera entièrement consacrée au passage de la Marche pour la Démilitarisation.

**SAINT-GERMAIN EN LAYE** Les comités antinucléaires de St Germain et de Meulan vous invitent à une réunion-informations-débat le 23 juin à 21 h au Centre International de Séjour (près de la MJC) avec projection du diaporama du C.A.N. de Meulan : «Le nucléaire c'est quoi ?»

**R.F.A.** Le terrain en face de la centrale nucléaire de Grohnde (Basse Saxe) est occupé par quelques 300 personnes depuis le samedi 11 juin. Les travaux de gros-œuvre sont relativement avancés et poursuivis à grand-train. Le terrain occupé était prévu pour la construction des tours de refroidissement. Une rotonde (Maison de l'Amitié) y a été construite en un temps record au début de l'occupation. Le tribunal administratif de Hanovre a été saisi d'une plainte émanant d'un laboratoire pharmaceutique qui craint que la pollution de l'air consécutive à l'exploitation de la centrale ne réduise les vertus des médicaments produits ! Ce tribunal ordonne l'arrêt provisoire des travaux, un mois après parution officielle, ce qui repousse l'application de ce jugement à deux ou trois mois. Les pouvoirs publics ne sont pas encore intervenus et les occupants ont l'intention de leur opposer une résistance non-violente. Pour toute information, s'adresser à Mme Zorah Kohler-Lazga - Basbergstr., 32 D - 3250 Hamelin - 1 R.F.A. - Tél. 19 - 49 51515/15386

**PALUEL - RAPPEL** Dimanche 26 juin à 10 h St Valéry en Caux, meeting et rassemblement à 14 h à Paluel. Dernière recommandation : éviter l'affrontement avec les Forces de l'Ordre.

**MOUVEMENT ÉCOLOGIQUE LÉDONIEN** Le comité Malville appelle les groupes, partis, organisations, mouvements, comités et isolés à une réunion de préparation le mercredi 22 juin à Lons à la MJC.

**BUGEY** Suite à l'ouverture d'une enquête hydraulique concernant le rejet des eaux de refroidissement de la centrale (tranches 4 et 5) dans le Rhône, un dossier et un registre d'enquête sont à la disposition de chacun à la mairie de Hières S/Ambly dans l'Isère et de St-Vulbas dans l'Ain aux heures d'ouverture habituelles. On souhaite, bien que l'on sache le peu d'impact que peut avoir une enquête d'utilité publique en France que le maximum d'opposants au nucléaire viennent consigner massivement joyeusement et symboliquement leurs remarques. Qu'on se le dise. Horaires de la mairie de Hières, mardi et vendredi de 17 h à 19 h et samedi de 14 h à 15 h.

**DIGNE** Nous souhaiterions rencontrer dans la région des gens concernés par la lutte antinucléaire en vue de regrouper les actions d'autoréductions EDF et de préparer un départ groupé pour la manifestation de Malville. Contactez Goniez Jean-Marie 13 rue Montée St-Charles 04000 Digne.

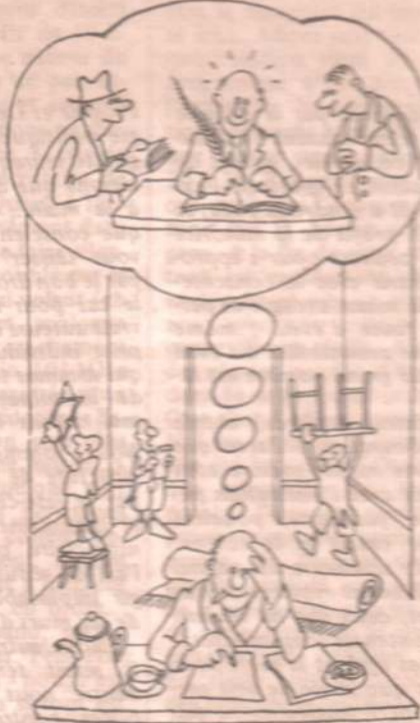
**A ORLÉANS** Défilé antinucléaire pour informer la population le samedi 25 juin. Rassemblement à 15 h place du Gal de Gaulle.

**MALVILLE EN BELGIQUE ?** Rectificatif à l'annonce parue dans le N. 161. La réunion de coordination du 25 juin aura lieu à Floreffe «Au temps des Cerises», stand de la presse et non à Huy comme il a été dit.

**TIHANGE III** La septième centrale nucléaire en Belgique sera construite sur le site de Tihange où sont déjà installées deux autres centrales. Le réacteur, qui sera opérationnel en 1983, sera du type à eau légère et développera une puissance de 1 000 MW pour un coût de vingt milliards de F.B. (près de trois milliards de F.F.). La section de Huy des Amis de la Terre souligne que cette décision est prise contre l'avis du conseil municipal de Huy et au mépris des recommandations de la commission d'évaluation en matière nucléaire laquelle démontre clairement que le site est déjà saturé et que de toute manière il est souhaitable de limiter le nombre des habitants vivant dans un rayon de quelques kilomètres autour d'une centrale. Les Amis de la Terre en appellent à la population et à ses représentants élus pour qu'ils exigent du gouvernement belge une consultation populaire qui remette en question cette décision et repose le problème des implantations nucléaires dans la région. Le moral est plutôt bas chez les A.T. alors si vous vous sentez concernés (nous le sommes tous) allez les voir et les aider, vous serez accueillis les bras ouverts. Voici leur adresse : Les Amis de la Terre, section de Huy c/o Freddy Chabot 23 rue d'Italie B 5000 Huy Belgique.

**HOUILLES** Le groupe écologique vous propose un voyage en autocar pour Nogent sur Seine les 25 et 26 juin 1977. Départ à 14 h 30 devant la Maison pour Tous de Houilles 2 rue du Docteur Zamenhof, tél. 968-98-07 - Prix aller-retour : 25 F.

**AIX EN PROVENCE** Journée antinucléaire le 25 juin avec animation et expositions dans les rues piétonnières l'après-midi et à 21 h Vidéo Malville et réunion préparatoire à la Montée sur Malville. A la MJC Bellegarde, cours Aristide Briand, les Amis de la Terre.



**LE COMITÉ ÉCOLOGIQUE NIMOIS** invite les personnes susceptibles de se rendre à la manifestation contre le réacteur surgénérateur «Super Phénix» à Malville les 30 et 31 juillet prochains, à une réunion d'information et d'organisation qui aura lieu le lundi 27 juin à 20 h 45 au centre culturel Pablo Neruda.

**G.R.A.N.V. TOURS** invite toutes les personnes intéressées à se retrouver 10 rue Jean Macé le lundi 27 juin à 18 h en vue de la constitution d'un comité Malville.

**VAL DE SAONE** La prochaine réunion aura lieu le 28 juin à 20 h 30 à la Maison de la culture en vue du passage de la marche antinucléaire à Sennecey les 23-24-7 et de l'organisation de Malville le 30/7. Egalement à l'ordre du jour : la mise en place de groupes de quartiers pour relancer la mobilisation sur Chalon et discussion et prise de position du MRAN sur le texte «Questions à la gauche». Le samedi 25 à 15 h, grande Rue à Chalon, information avec des panneaux, des tracts, vente S.P. Lecteurs de GO-CNV, faites-vous connaître.

**MOUVEMENT RÉGIONAL ANTI-NUCLÉAIRE** Non à la centrale sur la Saône, réunions de coordination tous les lundis à 20 h 30 au Bastion (derrière l'église) à Sennecey-le-Grand. Le 28 juin, assemblée générale du M.R.A.N. à 20 h 30 à la Maison de la Culture.

**LES AMIS DE LA TERRE DE SAONE** signalent leur prochaine réunion qui aura lieu le 25 juin à 14 h 30 à la salle de l'office et de la culture et des loisirs 12 rue Philibert Léon Couturier à Chalon S/S. A l'ordre du jour : bilan de la réunion nationale, luttes antinucléaires, (informations, Malville, fête du 24 juillet) urbanisme, local des A.T. Tous les lecteurs de la GO-CNV sont invités. Contacts : Les Amis de la Terre, Groupe du Val de Saône Sassenay, 71100 Chalon S/S

**LES AMIS DE LA TERRE** de Marmande organisent le vendredi 24 juin à 21 h, salle de la Chapelle (face à la poste) une soirée-débat sur l'énergie nucléaire et les conditions de travail dans ce secteur avec projection du film «Condamnés à réussir».

**RÉUNION MENSUELLE** de la coordination écologique Nord/Ouest région parisienne le mercredi 22 juin à 21 h à la MJC de Houilles rue du Dr Zamenhof «avant Nogent et Malville»

**AULNAY - NOGENT** Un voyage en car gratuit est organisé par la municipalité d'Aulnay sous Bois pour la marche de Nogent sur Seine à partir de la gare d'Aulnay Rendez-vous à 9 h.

**EN ROUTE POUR LA MARCHÉ** Un départ en car est organisé par le C.R.I.N. à 9 h à la mairie de LIVRY GARGAN. Participation aux frais de 10 F par personne.

**GROUPE ANTI-NUCLÉAIRE XIV** donne rendez-vous à tous ceux qui veulent se rendre à Nogent sur Seine le 26 juin devant la gare de Denfert Rochereau à 9 h du matin. Des cars seront frétés en fonction des participants (25 F. pour aller-retour). Inscrivez-vous le plus tôt possible à un des points suivants : Librairie Atmosphère 7 rue F. de Pressensé, Six-Pence 6 rue Poinset, Jadis et Naguère, 57 rue d'Aguerre, Nicolas-Cycles, 141 rue d'Alésia et Le Passé d'Edgar, 58 Bd Edgar Quinet à Paris dans le 14e. Ceux qui ne craignent pas le Mega-Embouteillage sont conviés au même rendez-vous avec leurs voitures pour grossir le cortège et offrir leurs places libres.

**COMITÉ MALVILLE-RÉGION PARISIENNE** Lors de la réunion du 14 juin provoquée par la coordination antinucléaire d'Ile de France, le MAN Paris et Colombes et le Mouvement Ecologique de Paris s'est créé le Comité Malville Région Parisienne avec en plus Horizon Ecologique Libertaire de Paris et une dizaine d'isolés. Il a pour adresse le 24, rue de Fontarabie Paris 75020 - tél. 870-65-31. Le comité lance un appel à toutes les organisations et à toutes et tous pour y participer. La prochaine réunion aura lieu le 20 juin au 37 bis rue des Maronites Paris 20e.

**COMITÉ MALVILLE PARIS** pour préparer le rassemblement de cet été un comité Malville jumelé avec Montagne s'est créé à Paris. Le C.L.A.D. 37 bis rue des Maronites Paris XXe. Pour l'appui financier souscrivez auprès de James Dahan Paris 250-360-3 N préciser Malville.

**VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE** Le Groupe Horizon Ecologique Libertaire de Paris organise une projection débat le mercredi 22 juin au Théâtre M.J.C. des deux portes rue Louis Lumière dans le 20e. Après la projection du Diaporama du C.R.I.N. Valence, débat avec les scientifiques du G.S.I.E.N.





# Tutti-frutti

**SERVICE CIVIL INTERNATIONAL** propose cet été des chantiers internationaux de trois semaines chacun (environ 8 h de travail par jour). Les volontaires non rémunérés doivent avoir 18 ans minimum, assurer leur déplacement, régler 115 F. de frais d'inscription et 70 F. de cotisation au S.C.I. Ils sont nourris et logés et organisent leur vie en commun. Pour tous renseignements s'adresser au S.C.I. 129 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris.

La région Rhône-Alpes du S.C.I. organise quatre chantiers cet été : du 1er au 21-8-77 et du 22-8 au 11-9-77 et avec la Commune d'Instituts Le Bocage à Viriville dans l'Isère.

Du 10-7 au 10-8-77 un chantier foins avec six paysans de la Vallée de Champoleon dans l'Oisans.

Du 1er au 15-9-77 un chantier de construction du foyer rural de la Chapelle en Valgaudemmer dans l'Oisans avec les habitants.

S'inscrire auprès de Patricia Olyet 9 rue Marquian 38100 Grenoble et du SCI à Paris.

**HYGIENE ET SECURITE A SACLAY** Le comité Hygiène et Sécurité de Saclay vient de publier pour la 1ère fois des statistiques sur les morts à Saclay. Cette publication est confidentielle et n'aurait pour le moment pas dû quitter l'enceinte de Saclay. En 1976, il y a eu 9 morts dont un accident de voiture, une mort subite (?), un infarctus (64 ans), quatre cancers (poumons, œsophage, intestin, foie), deux alcoolismes (éthylisme, cirrhose éthylique). Les six derniers cités avaient entre quarante et cinquante ans.!!!

**OBERHOFFEN (près de Haguenau)**

Dimanche 26 juin, de 14 à 18 h, les militaires organisent une visite du nouveau casernement pour montrer la belle piscine et les belles chambrées. Les militants appellent à une contremanifestation pour exposer le problème de l'armement nucléaire tactique, puisque Oberhoffen accueillera dans le courant de l'année des fusées Pluton. C'est un des thèmes de la marche de cet été. Le Comité Anti-Pluton donne donc rendez-vous devant le camp.

**RÉAPPRENDRE A VIVRE ENSEMBLE**

Du 7 au 31 juillet, à partir de 17 ans, et sans limite d'âge, on peut venir «réapprendre à vivre ensemble» en Saône et Loire. Une ferme est à rebâtir, à réincarner. On va chercher l'eau à la source, on dort à la belle étoile, dans le foin ou sous la tente, on s'approche, on se touche, on travaille le matin, on danse, on chante. On peut aussi rencontrer des gens comme Christiane Rochefort et Françoise d'Eaubonne, vivre des recherches autour des thèmes couple-multirelations, famille-communautés, féministe-place de l'homme, mode de vie-engagement politique. Parlez de vous en vous inscrivant vite à Marc Fissoire, impasse Rolle, 83000 Toulon, La Loubière. Si vous ne recevez pas de réponse avec les détails, c'est que la bergerie est comble.

**LE COMITÉ AMAZONIE** A l'approche des vacances, le Comité Amazonie rappelle le génocide organisé par la dictature brésilienne depuis des années.

Le Comité appelle tous ceux qui se sentent concernés à boycotter le tourisme et le faire boycotter par les camarades. Il appelle aussi à boycotter les agences de voyage qui sont complices du génocide et téléphoner en masse auprès d'elles pour protester.

**A LA PORTE DU VIRAGE** Centre de Documentation et de Recherche sur la Non-Violence les 25 et 26 juin 77 : rencontre chantier : les manches retroussées sont recommandées. Du 2 au 9 juillet : écologie : récupération ou Alternative viable ? - Du 13 au 20 juillet : Session femmes. Du 28 août au 4 septembre : communautés. La Porte du Virage sera ouverte tout l'été et un accueil sera assuré du 2 juillet au 11 septembre même durant les sessions. Important : s'inscrire si possible une semaine à l'avance pour les sessions. Participation de 15 à 20 F. par jour. Amener son duvet. La Porte du Virage, 13 Grand'Rue 60730 Uilly St-Georges

**AU CUN DU LARZAC** Du 4 au 9 juillet, initiation à la non-violence à partir de l'exemple de César Chavez. Du 11 au 18 juillet, camp réservé aux enfants des paysans du Plateau. Du 25 au 30 juillet : Bible et Défense. Du 1er au 6 août : syndicalisme et non-violence. Du 7 au 21 août : Accueil d'un Groupe de Théâtre. Les 13, 14 et 15 août aura lieu le rassemblement Larzac 77. Pour vivre et travailler au pays, occupons le terrain.

**LE CENTRE MATRIN LUTHER KING** Fédération romane des mouvements non-violents, Eirene/Service chrétien International pour la Paix et GVOM, STP organisent une session d'une semaine consacrée à la non-violence, animée par Olivier Vial du MAN et Jean-Marie Muller, du 4 au 9 juillet à Le Bouveret au bord du Léman. Prix 100 F: Garderie d'enfants, Renseignements : C.M. L.K. Bethusy 56, 1012 Lausanne - tél. (021) 32-27-27 l'après-midi ou Eirene, BP 12 2013 Colombier.

**HÉROUVILLE** : Les Amis de la Terre de Caen vous invitent à une réunion débat sur la pollution de la Baie de Sein, avec le montage diapos du groupe Poseidon et des invités des affaires maritimes, des marins, des écologistes... A la MJC de Hérouville St-Clair 1035 Bd Belleportée le 22 juin à 21 h.

**EMPRUNT «MAISON DE LA NATURE»** Les «Jeunes pour la Nature» (JPN) du Haut-Rhin aménagent depuis plus de six ans une «Maison de la Nature» à Hirtzfelden, entre Mulhouse et Colmar. Leurs prises de position écologiques n'étant pas faites pour leur attirer la sympathie des subventionneurs, les travaux traînent faute de soutiens, et la lassitude gagne les jeunes bénévoles. Aux responsables n'apparaît plus qu'une seule solution pour désemparer le projet et rendre enfin opérationnel ce centre de rencontre et de formation : un emprunt, sans intérêt de préférence. Il faut 100 000 F. dans les prochains mois, dont 10 000 F. encore en juin ; sinon autant tout arrêter. Qui peut aider ? Ecrire à Jacki Engel, 161 rue de la République, 68500 Guebwiller.

**ANNULÉ** - Le Festival d'Outre Maine qui devait avoir lieu à Angers (Maine et Loire) du 2 au 9 juillet 1977 est annulé pour des raisons financières. Le Collectif du C.A.D.

**RÉFLEXION** Le Collectif Nature à 02 Le Nouvion en Tierache dans l'Aisne proposera quelques thèmes de réflexion sur les relations environnement Homme-Environnement-Animal aux personnes qui voudront bien passer à la Maison des Jeunes du 19 juin au 26 juin. En cas d'absence passer au château de Fontenelles et demander le collectif.

**ANGERS** Le samedi 4 juin dernier s'est constitué à Angers un groupe qui a mis en place une coordination des différentes actions ou mouvements suivants : renvoyeurs de livrets militaires, 3 % Larzac, Comité Anti-Outspan, groupe «Objection, Insoumission». Cette coordination veut prouver qu'il est possible et nécessaire de réapprendre à désobéir à un pouvoir centralisateur et arbitraire afin de se réapproprier l'exercice de ses responsabilités, son pouvoir, et ses désirs. Permanence chaque mercredi, de 18 h à 20 h, à la librairie «La tête en bas», rue St-Laud à Angers.

**MONTPELLIER ÉCOLOGIE** Montpellier Ecologie a convié les comités d'action de la région à présenter les «points chauds» qui sont proches de nous : Pic St-Loup, Prades-le-Lez, Aresquiers, Béziers, Port-la-Nouvelle, etc... Des stands d'information seront tenus par les personnes qui luttent sur le terrain : projet de centrale nucléaire, mine d'uranium, urbanisation des campagnes... C'est un rendez-vous essentiel pour ceux qui désirent s'informer ou s'engager à la veille d'un été qui s'annonce chaud pour les luttes écologistes. Montpellier, Esplanade, samedi 25 de 15 à 24 h.

**DES TACHES ET DES RAYURES** Ou comment emmerder EDF sans risques... Il s'agit là d'une méthode que nous avons expérimenté avant de vous la proposer. Elle présente l'avantage de plaire aux timides, à ceux qui sont encore coincés par leurs besoins d'électricité, qui n'ont pas envie de se faire remarquer... Il suffit de rayer (ou tacher) assez discrètement le N. d'identification sur votre facture. Celle-ci ne peut être enregistrée par la machine et la lettre de rappel et d'explication d'EDF lui occasionne un surcroît de travail. Qu'en pense la gauche, ça crée des emplois...? et bloque le fric. EDF vous rappelle d'ailleurs que le prélèvement automatique existe, qui est la première chose à supprimer. Cela peut être fait individuellement et ne nécessite donc pas un type d'organisation comme pour les 15 %

**LES FEUX DE LA SAINT JEAN** La MJC d'Auxerre vous invite le samedi 25 juin à 14 h à Voutenay S/Cure à une fête folk ec Kolinda, Chiffonie, Parrenin, Rémi Vaumeau, Jean Moiziard. On peut appr son manger, Vermenton-Plage.

**MARPENT** (Maubeuge 59) samedi 25 juin à 10 h l'Aube, fête de l'écologie et de l'autogestion organisée par les Amis de la Terre et le PSU. Au programme : stands divers des organisations invitées. Forums : le PSU et les nationalisations et l'énergie nucléaire. Pourquoi ? Musique : Smagus, Sweet Angel, Malik, François, Mabidon, et un bal folk à 21 h. Possibilité camping, entrée gratuite.

**BIARRITZ** Soirée cinéma différent le dimanche 26 juin à 21 h au cinéma Le Pax, Quartier La Négresse. Au programme «L'An 01 de Gebe et Doillon» et «De qui dépend quel l'Oppression demeure» film collectif sur la répression en R.F.A. Une information sera donnée sur les ex-GARI récemment libérés. Pour tous contacts : Librairie Oskorri 12 rue Gosse 64100 Bayonne.

**LARZAC : CHANTIER D'ÉTÉ AUX TRUELS DU 1 AU 6 AOUT** Cet été nous voudrions terminer un atelier de poterie, recouvrir un hangar dont le toit a été emporté par une tempête, terminer la construction d'une petite pièce, poser un plancher pour entreposer le grain, défricher des chemins d'accès à des champs, faire une clôture pour la jument... Nous sommes peu équipés aussi ce chantier doit être vu comme une aide. Assumez-vous le plus possible pour le couchage, ayez si possible une tente ou au moins un bon duvet. Pour les repas, une participation de 5 F. par jour est souhaitée. Ecrivez-nous pour qu'on sache qui attendre et précisez si vous avez une compétence particulière : maçonnerie, charpente... Si vous avez des outils ne les oubliez pas, nous risquons d'en manquer. La communauté des Truels

**A.T. POUILLAC.** Un groupe local des Amis de la Terre s'est créé à Pouillac. Nous préparons actuellement un dossier sur les produits chimiques employés pour le traitement des vignes. Toute information sur ce sujet sera la bienvenue. Pour tous contacts.

Duviella Jean - 32 cité Hauteville 33250 Pouillac

**DANS LA CREUSE Réveillons-nous,** ce ne sont pas les actions qui manquent (auto-réductions 15 % EDF, nucléaire, renvois de livrets...). Ecrivez-moi : Peyrat Alain, La Ribière du Guet St Moreil 23400 Bourgueuf.



## petites annonces

**A LA FERME** Jeune couple ayant enfant garderait d'autres enfants en juillet-août à la ferme. Ecrire M. et Mme Lebrun «Le Prieuré» 71134 Mazille Ste-Cécile.

**CANARDS** Daniel Dériot, Sassenay 71 100 Chalon sur Saône, achèterait les N°s 2 et 3 d'Alternatives non-violentes et les N°s de 1 à 16 de Survivre & Vivre. Merci.

**VALLÉE DU TARN** Deux stages cet été : un stage de peinture sur soie d'une durée de deux semaines de juin à septembre à Fabas et toute l'année à Albi et un stage de Démasquage aux mêmes périodes et endroits. Pour tous renseignements écrire à Béatrix, rue d'Empeyalots 81000 Albi.

**STAGE DE MOUVEMENT** Du 27 juin au 2 juillet inclus, regroupant les activités suivantes : Jazz moderne et classique, danse de caractère, danse classique, claquettes, art dramatique. Participation 240 F. Renseignements au C.A.E.L. 6 chemin du Tennis à Bourg la Reine 92340 tél. 350-76-96.

**GUIRE ET VANNERIE** Stages toute l'année en Bretagne chez Annie Le Gagne II cité Arc-en-Ciel 56500 Locmine. Ambiance familiale, discothèque, hébergement collectif (apporter son duvet).

**ESPERANTO** - L'organisation espérantiste SAT a publié en français une étude intitulée «Linguistique et non-violence». On peut se la procurer chez : Christian Baudé 47340 Laroque Timbaut.

**CAFÉ-THÉÂTRE DU SOLEIL DANS LA TÊTE** Et si vous veniez prendre un peu de soleil chez nous le vendredi 24 juin et le samedi 25 juin à 21 h avec notre nouveau spectacle : «Arrêtez de vous foutre de ma gueule» un onemanshow de Christian Dubrianski et les paroles et musiques de tous les jours de Paco Cruz et Arnaud Combes. 3 rue du Docteur Charlot 94500 Champigny S/Seine.

**LA CAMPAGNE CONTRE L'ARME NUCLEAIRE** dispose du matériel suivant : le texte «Questions à la Gauche» recto verso 21 X 27, illustré, gratuit (mais si vous pouvez participer à raison de 5 F. les 100 ce serait chouette) à commander au MAN Lyon, 68 rue Mercière 69002 Lyon - CCP F. Gaggioli 6736-46 Lyon. Une affiche (30 X 60) portant le texte : est-on encore socialiste quand on accepte l'arme nucléaire ? sur fond de champignon atomique. A commander à la même adresse 35 F. les 100. Egalement une pétition à faire signer par tous ceux qui se sentent solidaires du texte «Questions à la gauche» qui sera envoyée aux partis de l'Union de la Gauche. A demander à J. Semelin 19 rue Pascal - 75005 Paris.

**AVIGNON** Le comité écologique vous invite à «La Nuit de la St-Jean», le 24 juin sur la Place des Carmes (à partir de 21 h) avec le Théâtre de la Carrière, un bal folk, le chanteur Frédéric. On pourra discuter avec des pêcheurs professionnels du Rhône (cette soirée est également une soirée Malville).

**FESTIVAL DE MUSIQUE GRATUIT** «Les feux de la St-Jean» à Dole, en plein air, au bord du Doubs, le samedi 25 juin à partir de 16 h avec des groupes régionaux, l'après-midi et en soirée, Sourdeline, Etron fou le loup blanc, Dou et le Groupe Populaire Marocain. Organisation MJC de Dole du Jura.

**SURVIVRE A SEVESO ?** Seveso c'est l'histoire d'une substance dangereuse : la dioxine, qui est en passe de devenir le symbole d'une société et d'un mode de production destructeurs. La dioxine c'est l'atteinte à la santé de ceux qui concourent à la production dans laquelle elle intervient. C'est ce qui apparaît dans les textes de ce livre : Giovanni Gerruti, Sergio Zedda, Ezio Tabacco, Elena Ennio analysent les composants chimiques, leur toxicité, leur dispersion dans l'espace et le temps ainsi que leur utilisation. La dioxine c'est aussi un agent chimique d'extermination des peuples, comme au Vietnam et une matière à exploiter pour une multinationale suisse, Hoffmann-La Roche. Vietnam, multinationales, pouvoir corrompu et désastre écologique : la boucle est bouclée et elle passe par la Suisse, au-dessus de toute pollution. Survivre à Seveso par une équipe de journalistes et médecins italiens. Préface de P. Samuel, mai 1977, 25 F. aux Presses Universitaires de Grenoble BP 47X 38040 Grenoble Cédex

**A FOURMIES** Un groupe des Amis de la Terre est en formation. Les personnes intéressées peuvent prendre contact auprès de MOREAU Frédéric, 1 place du Fort, 59 610 Fourmies, tél. (20) 60 04 11

**BOURGOGNE CHANSON** organise : Stage Musique du Dimanche 3 juillet au Dimanche 10 juillet inclus, destiné à des musiciens (nes). C'est un travail collectif dans le but de mettre les stagiaires en situation d'un groupe accompagnant un chanteur, créant sa propre musique, se trouvant à tout instant critique de la production de ce groupe. Nous nous limiterons à des instruments essentiellement acoustiques (guitare, flûte traversière, violon, contre-basse, percussions, saxophone, etc...) et un piano à disposition. Le stage se terminera par deux concerts en public le samedi et le dimanche 9 - 10. La totalité des recettes (moins quelques frais d'organisation s'il y en a) sera distribuée à part égale à tous les stagiaires. Limité à 25 stagiaires. Inscription jusqu'au 25 juin. Frais tout compris 400 F. Alain Tellier, 47 Bd Carnot, 21 000 DIJON

**TAI-TCHI-CHUAN et SHIATSU** - Trois stages sont prévus cet été au Village Ecole mondial d'Entrevaux dans les Alpes de Haute-Provence, à 70 km de Digne : du 2 au 8 juillet, de 9 au 16 juillet et du 21 au 28 août. Vous pourrez recevoir la documentation et la fiche d'inscription en écrivant rapidement à Yves Blanc, 9 Place Winston Churchill, 91000 Evry (joindre un timbre pour la réponse).

**DIAPPOSITIVES** Pour montage diapositives, nous cherchons quelques photos (qui ne seront pas rendues) sur les thèmes suivants : animaux sauvages, forêt et arbres, rivières polluées, centrale thermique, fumées d'usines et locomotives. F. Amsler Dolancourt 10200 Bar sur Aube.

**LE N. 18 DE LA BISCOTTE DU VAL D'OISE EST PARU.** Outre les infos locales vous pourrez trouver un dossier sur les vacances dans le Val d'Oise et une liste des canards parallèles classés par régions. En vente dans les kiosques du département ou contre 4 F. en timbres : 25 Grande Rue 95460 Ezanville.



# FAUT DE TOUT POUR FAIRE UN MONDE

**L**e Parti Socialiste Français a réuni son dernier congrès chuchoteur à Nantes. Le dernier avant le pouvoir. Bientôt l'orgasme. On s'est donc entendu pour ne parler de rien. Le PS veut rassembler sur son lit de roses une majorité de français. Des chrétiens aux jeunes patrons en passant par le marais zupien des salariés de tout acabit. Pas question de parler arme nucléaire, centrales, enseignement public ou privé, exportation d'armes, autogestion, et autres sujets qui divisent. C'était un spécial congrès prise de pouvoir. Demain on rase gratis. Vous pouvez faire confiance à vos chefs.

Les partis autonomistes catalans ont obtenu la majorité aux élections espagnoles. C'est le prolongement naturel des années 36 où la Catalogne libertaire résista longtemps avant de succomber sous les assauts conjugués de Franco et des staliniens. Ni Dieu ni maître, dernier espoir écologique de l'humanité.

Le Comité régional d'information et de lutte anti-nucléaire de Basse-Normandie, le CRILAN, a écrit à François Mitterrand à propos de la Hague et de Flamanville. Le Crilan rappelle que la technique nucléaire n'est pas neutre, qu'elle ne crée pas des emplois mais en supprime, qu'elle ne produira pas d'énergie mais en coûtera, qu'elle s'oppose enfin à un contrôle démocratique de la société. M. Mitterrand n'a pas répondu.

Par contre, son partenaire du Programme Commun, Marchais, a répondu par avance en se répandant dans la presse sur l'utilité de l'énergie nucléaire. On se demande qui lui a soufflé cette audacieuse analyse. Y aurait-il des gens d'EDF au P.C. ? En fait, M. Marchais est victime

d'une illusion commune aux amateurs de pouvoir : il croit qu'il appâtera les foules en promettant la poursuite de la croissance bourgeoise. Autre victime de cette illusion : Vianson-Ponté, du « Monde », le Leprince-Ringuet du journalisme. Dans le « Monde » du 18 juin Vianson remet sur l'ouvrage sa tapisserie confusionniste en écrivant : « le freinage ou l'abandon du programme nucléaire abaisserait considérablement le niveau de vie. Ce serait un recul formidable des conditions d'existence des Français. »

Considérable, formidable, le brave homme n'a pas peur des adjectifs tranchés. D'où sort-il un tel pessimisme ? A-t-il consulté une pythie ? un économiste ? Mystère ! Encore un qui a peur d'écrire ses articles à la bougie. Qu'il se rassure : dans une société non-nucléaire, personne n'aura plus besoin de ses articles. Parce que les gens sauront déterminer eux-mêmes ce qu'est un « niveau de vie », s'il faut de l'énergie et pour quoi faire. Marchais et Vianson seront au chômage. Avec tous les « spécialistes » qui poussent à la roue nucléaire pour sauver les hiérarchies, le système, le fromage.

C'est l'été en Provence. Voilà les vogues revenues sur la place du marché. On oublie le prix des cerises en dansant. Les enfants rient et farandolent. C'est la joie du quartier. Riez, insouciantes ! Vivez au jour le jour ! Dansez votre vie quotidienne ! Pendant que vous sacrifiez à Dyonisos, à Nantes et à Paris, les morts réunis bâtissent vos camps de concentration. Impression vertigineuse de deux mondes parallèles : les vivants « dépolitisés » parce qu'ils savent trop bien ce qu'est la politique, et les morts à cravate, dogmatiques, raides comme leurs valises en carton (attaché-case). Marchais, dis-moi, mon chéri, sur qui tu te couches, Mitterrand avec qui danses-tu la sardanne, Vianson parle-moi de ta petite fille ! Tous ces gens que vous aimez, pourquoi voulez-vous les tuer ? Pourquoi fixez-vous sous terre la hauteur de leur niveau de vie ? Vous avez dû beaucoup souffrir tout jeunes pour vous venger aussi salement sur les mômes d'aujourd'hui en les lançant dans une société nucléaire.

Arthur

## doit-on accepter le chauffage nucléaire

On n'a pas fini de parler de centrales nucléaires et de déchets atomiques. Pendant que EDF impose par la force ou par séduction publicitaire ses énormes centrales nucléaires de 3000 MW thermiques, le CEA propose de lancer sur le marché des centrales plus petites de 100 MW thermiques produisant non pas de l'électricité mais de l'eau chaude qu'on utiliserait pour chauffer les villes : c'est le projet THERMOS. Voyons ce qui s'est dit de ce projet à une réunion du Comité d'Etablissement de Saclay le 12/12/76 : « le projet Thermos... résulte de réflexions concernant la production d'eau chaude pour le chauffage urbain et de l'expérience acquise sur les piles piscines, dérivée des réacteurs de recherche du CEA... le système est désormais bien défini dans sa conception et à l'égard des problèmes de sûreté. On peut penser qu'il a devant lui l'avenir d'un marché intéressant : Saclay a été choisi pour une opération de démonstration. » ON RISQUE DONC DE VOIR BIENTOT SURGIR A SARCLAY, SANS ENQUETE D'UTILITÉ PUBLIQUE, UNE NOUVELLE CENTRALE, PROTOTYPE D'UNE SÉRIE AYANT L'AVENIR D'UN MARCHÉ INTÉRESSANT. Voilà bien ce qui nous inquiète. Ce projet apporte au développement du nucléaire des éléments nouveaux et peu rassurants.

A côté des « monstres » qu'on fabrique pour EDF, (à Fesseheim, Gravelines, Dampierre, etc...) Les « petites piles » Thermos peuvent paraître à certains presque sympathiques : un procédé plus simple de récupération de l'énergie, pas de pollution thermique puisqu'on utilise toute l'eau chaude fournie, une taille plus « humaine » (!). Voilà de quoi séduire bien des villes et les inciter à acheter leur propre centrale ! Quel marché fabuleux...

Plus inquiétante encore nous apparaît la position de ceux qui disaient « Non » au nucléaire du gouvernement des « trusts » et qui disent « Oui à Thermos ». C'est le cas de nombreux syndicalistes du CEA y compris CFDT dont certains sont impliqués dans le projet. Il est vrai que bien des adhérents CFDT n'ont jamais accepté la position adoptée au sommet par la Confédération : Combien

de sections CFDT du CEA se sont-elles prononcées en faveur du moratoire de 3 ans ? Certains n'ont critiqué que la main mise des trusts capitalistes sur l'industrie nucléaire, affirmant que le nucléaire socialiste (ou autogéré) serait propre. « Le nucléaire propre c'est possible » affirmaient les grévistes de l'usine de retraitement de la Hague lors de la grève d'octobre-novembre 1976. Avec Thermos peut-être espèrent-ils pouvoir gérer leur énergie nucléaire au niveau de chaque ville ! (le conseil municipal ira-t-il chaque mois faire ses emplettes au Tricastin pour acheter un peu d'uranium enrichi ?)

D'autres sont tout simplement pour Thermos car le projet est français tandis que les centrales EDF sont américaines (ce serait plutôt le point de vue de la CGT), ou parce que Thermos est une revanche du CEA sur EDF qui a refusé les centrales Graphite-gaz...

D'autres ont insisté sur l'aspect technique et pour eux le mauvais rendement énergétique des centrales électrogènes les condamnent. Avec Thermos, on utilise toute l'énergie de la pile sans rejets thermiques dans la nature. Cette amélioration semble suffire à leur bonheur... et c'est bien là qu'on ne les comprend plus. Car si l'objection de la pollution thermique tombe, toutes les autres subsistent. En particulier toutes les pollutions liées au fonctionnement des piles (émission de tritium, accidents, rejets d'effluents...) et au cycle du combustible (transport, traitement et stockage des déchets), seraient amplifiées par le fait que ces centrales devraient être construites en grand nombre et près des villes.

Une centrale de 100 MW est « au niveau des besoins d'une ville comme Créteil (70.000 habitants)... Quand on sait qu'il y a en France une centaine d'agglomérations urbaines de plus de 60.000 habitants, que des centrales de 50 MW suffiraient à chauffer des villes plus petites on voit que le projet Thermos représente un marché de quelques centaines de centrales !

On n'a pas fini d'avoir le « nucléaire à notre porte » avec une dissémination généralisée des déchets radioactifs et de la contamination.

Groupe Information Travail-Saclay. Juin 1977

## lettre ouverte aux forces de l'ordre



Vous serez peut-être à Malville cet été. Voici ce qu'il faudrait mieux savoir avant : ce rassemblement pacifique n'est pas dirigé contre vous. A travers cette manifestation non-violente, nous défendons les intérêts vitaux de chaque individu, qu'il soit membre des forces de l'ordre ou manifestant.

- connaissez-vous les dangers que peut nous faire courir Super-Phénix ? Vous n'avez pas été informés des risques liés à la radioactivité et au Plutonium en particulier. Personne, à l'heure actuelle, ne peut prévoir ce qu'il adviendra des déchets stockés pendant des milliers d'années... Qu'en feront nos enfants ?

- On vous a dit « vous êtes envoyés pour protéger des installations nécessaires à la population ». N'est-ce pas plutôt afin de protéger les intérêts des grosses entreprises ?

- Nous ne rejetons pas le progrès dans son intégralité mais nous refusons d'être les cobayes pour des projets dangereux et illusoire.

- N'oubliez pas qu'en cas d'accident atomique vous serez au premier rang...  
- Alors si vos supérieurs vous envoient à Malville cet été, souvenez-vous que rien n'oblige un homme à obéir à un ordre que sa conscience réprouve et acceptez le dialogue que nous vous proposons...

Coordination des Comités Malville